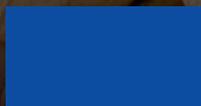




2022

Rapport
Annuel

Fonds fiduciaire
d'urgence de l'UE
pour l'Afrique





Commission Européenne

Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

Adresse : Rue de la Loi 41, B-1049 Brussels

Téléphone : +32 (0) 2 299 11 11

Courriel : INTPA-EUTF-AFRICA@ec.europa.eu

Website : ec.europa.eu/trustfundforafrica

Credits

© Union Européenne, 2023

Conception et mise en page : Pomilio Blumm srl

Photo de couverture : @Archipelago

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Ni la Commission européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

Office des publications de l'Union européenne, 2023

2023 – 72 p. – 21x29.7 cm

Numéro de catalogue : MN-BE-23-001-FR-N

ISBN: 978-92-76-99607-1

doi: 10.2841/13723

ISSN: 2599-6193



Table des matières

Liste des abréviations.....	4
Résumé exécutif.....	6

CHAPITRE 1

Aperçu	9
1.1 2022 en un coup d'œil	10
1.2 Aperçu financier.....	16
1.3 État d'avancement.....	17
1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation	19
1.4.1 Le Système de Suivi et d'Apprentissage pour la Corne de l'Afrique et le Sahel et lac Tchad.....	19
1.4.2 Le Système de Suivi et d'apprentissage pour l'Afrique du Nord.....	19
1.4.3 Système de suivi axé sur les résultats (ROM)	20
1.4.4 Facilités de Recherche.....	20
1.5 Communication.....	21
1.6 Prochaines étapes	22

CHAPITRE 2

Orientations stratégiques, mise en œuvre et résultats	25
2.1 Sahel et lac Tchad	26
2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2022	28
2.1.2 Principaux résultats obtenus dans la région en 2022	36
2.2 Afrique du Nord	40
2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2022.....	42

CHAPITRE 3

Rapport financier	45
3.1 Montants annoncés et reçus	46
3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée.....	51
3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique.....	51

CHAPITRE 4

Gestion et contrôle interne	52
4.1 Résultats du contrôle.....	54
4.2 Observations et recommandations du Service d'audit interne (IAS) et de la Cour des comptes européenne (CCE).....	54
4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.....	55

CHAPITRE 5

Annexes	57
----------------------	----

Liste des abréviations

CCE	Cour des comptes européenne
CCI	Centre du commerce international
CCR	Centre commun de recherche
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DG ECHO	Direction générale pour la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes
DG HOME	Direction générale pour la Migration et les Affaires intérieures
DG INTPA	Direction générale pour les Partenariats Internationaux
DG NEAR	Direction générale pour la Politique européenne de Voisinage et les négociations d'élargissement
FAMI	Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FFUE	Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GIZ GmbH	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HoAI	Initiative pour la Corne de l'Afrique
IAS	Service d'audit interne
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICMPD	Centre international pour le développement des politiques migratoires
IEV	Instrument européen pour le Voisinage
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IRC	International Rescue Committee
JVAP	Plan d'Action Conjoint de la Valette
MFF	Multiannual Financial Framework (cadre financier pluriannuel)

MLS	Système de suivi et de capitalisation
NDICI	Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale
ONU	Organisation des Nations Unies
OFII	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OLAF	Office européen de lutte antifraude
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAA	Plan d'Action Annuel
PAM	Programme alimentaire mondial
PIP	Programme indicatif pluriannuel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PNUEH	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ROM	Results-Oriented Monitoring
SEAE	Service européen pour l'action extérieure
Sommet UA-UE	Sommet Union africaine - Union européenne
TEI	Team Europe Initiative (Initiative Equipe Europe)
UA-UE-ONU	Groupe de travail Union africaine - Union européenne - Nations unies
UNCDF	Fonds d'équipement des Nations Unies
UNICEF	Fonds international d'urgence pour l'enfance des Nations Unies
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Résumé exécutif

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique) a été créé pour aider les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées, parmi lesquelles les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les migrants et les membres des communautés d'accueil.

Au cours de ces sept dernières années, le FFUE pour l'Afrique a apporté une réponse coordonnée de l'Union européenne, de ses États membres et d'autres donateurs pour faire face à de multiples crises dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord.

En 2022, la situation des populations vulnérables dans les trois régions est restée marquée par l'instabilité politique, les conflits, les effets croissants du changement climatique et la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. L'agression russe en Ukraine a ajouté une pression supplémentaire, tandis que l'impact de la pandémie COVID-19 était encore tangible. L'inflation économique, combinée à de graves sécheresses, des inondations et des conflits locaux, a eu un impact négatif sur l'économie du continent.

Dans ce contexte, le FFUE pour l'Afrique a poursuivi ses efforts pour favoriser la stabilité et relever les défis de la migration et du déplacement forcé, notamment leurs causes profondes, en étroite coopération avec les partenaires africains. Ce faisant, il a continué à soutenir les efforts des pays partenaires par des programmes visant ses principaux objectifs : plus d'opportunités économiques et d'emplois, le renforcement de la résilience des communautés, l'amélioration de la gestion et des migrations ainsi que la gouvernance et de la prévention des conflits.

Alors que la période de contractualisation du FFUE avait été prolongée jusqu'en décembre 2021, depuis janvier 2022, de nouveaux engagements financiers ou compléments budgétaires ne peuvent plus être contractés dans le cadre du FFUE pour l'Afrique. Comme rappelé lors de la neuvième réunion du Conseil d'Administration du FFUE, fin novembre 2022, les engagements financiers liés aux activités administratives telles que les audits, les évaluations, le suivi et les activités de communication seront

désormais les seules possibles. Le montant total des programmes opérationnels approuvés est donc resté le même qu'en 2021 (4 935,1 millions d'euros).

Compte tenu de la fin de sa phase contractuelle, le FFUE pour l'Afrique n'a pas reçu de financement supplémentaire de la part des États membres ou de l'UE en 2022.

Les programmes approuvés en 2021 ou avant ont continué à être mis en œuvre, conformément à la fin prévue de la phase de mise en œuvre du FFUE, fixée au 31 décembre 2025. Depuis le début du Fonds fiduciaire, 248 programmes ont été approuvés. Les paiements depuis le début du FFUE pour l'Afrique jusqu'à fin 2022 s'élèvent à 4 175.1 millions d'euro.

En 2022, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont été mis en œuvre, comme les années précédentes, par un large éventail de partenaires de mise en œuvre, comme les agences des États membres de l'UE et d'autres bailleurs de fonds, des agences des Nations unies et d'organisations internationales possédant savoir-faire et expérience dans des domaines spécifiques, des organisations de la société civile internationale et locale ou directement par des pays partenaires via un soutien budgétaire.

Tout au long de l'année, le FFUE pour l'Afrique a produit de nouveaux résultats concrets et visibles dans ses différents domaines de travail, dont certains sont présentés au chapitre 2 du présent rapport. En 2022, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) a publié deux rapports pour les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel et du lac Tchad (un rapport annuel pour 2021 et un pour le premier semestre de 2022) et un rapport annuel jusqu'à fin juillet 2022 pour la région de l'Afrique du Nord. Ces rapports fournissent progressivement plus d'informations sur l'analyse des résultats, en s'appuyant sur les données du programme et les éléments probants des rapports d'évaluation. Toutes les données produites et regroupées par pays ou par objectif spécifique sont disponibles sur la page Suivi et Evaluation du site web du FFUE pour l'Afrique¹.

En 2023, la Cour des Comptes Européenne (CCE) réalisera un audit de performance du FFUE pour l'Afrique. Le rapport d'audit final devrait être disponible

¹ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en

en 2024. Une évaluation finale du FFUE pour l'Afrique est également prévue vers la fin de la période de mise en œuvre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique.

En 2022, le FFUE pour l'Afrique a continué à diffuser des informations sur ses programmes et ses réalisations rendant ses activités transparentes et accessibles à un large public. Le site web dédié au FFUE pour l'Afrique est resté la principale ressource pour informer les parties prenantes et le public de l'avancement des travaux du Fonds fiduciaire dans tous les domaines, à travers la publication régulière de récits et de nouvelles sur ses programmes, de différents rapports et de données financières actualisées.

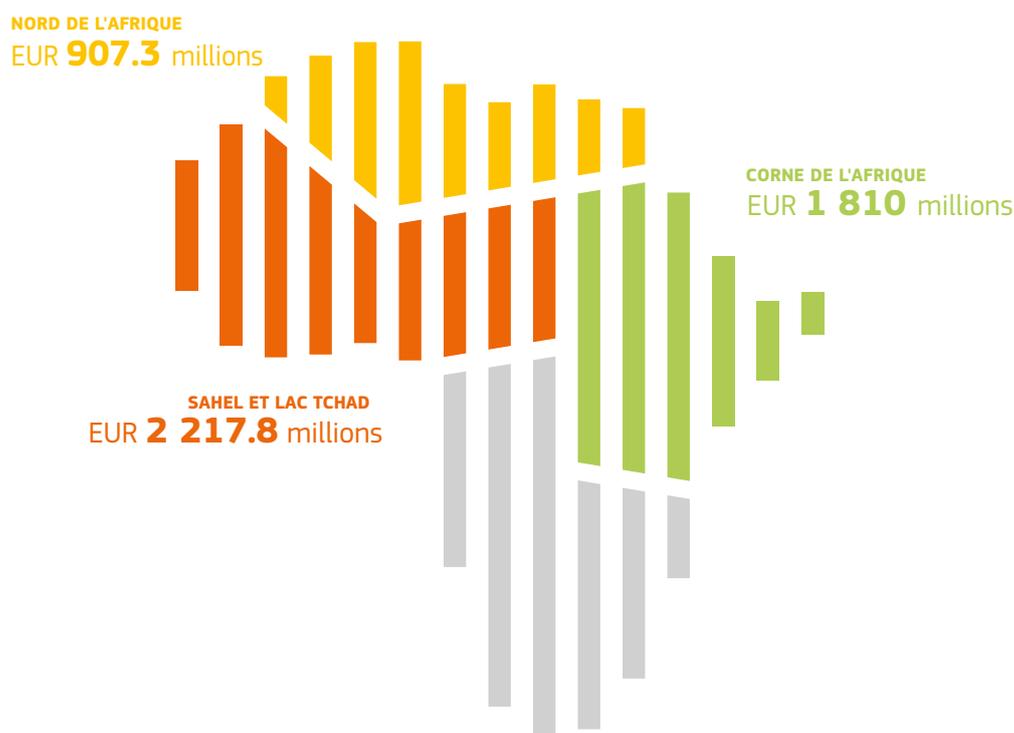
Pour des raisons techniques, le site web du Fonds fiduciaire sera transféré sur une autre plateforme au cours du premier semestre de 2023. Les travaux préparatoires à une transition en douceur ont été lancés durant le dernier trimestre de 2022 et des efforts sont déployés pour faire en sorte que le nouveau site web fournisse le même niveau de détails et d'informations que le site actuel.

Des activités de communication ont été mises en œuvre avec succès au cours de l'année 2022 par des programmes financés par le FFUE pour l'Afrique, parmi

celles-ci le premier forum sur la migration urbaine méditerranéenne organisé par le Projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM). La visibilité des programmes a également été assurée par des initiatives mises en œuvre au niveau des pays par les Délégations de l'UE et leurs partenaires locaux, ainsi que par des récits recueillis sur le terrain et partagés sur le site web du FFUE pour l'Afrique.

Bien que le FFUE pour l'Afrique ne financera pas de nouveaux programmes à l'avenir, il a contribué à la conception et au développement d'une approche coordonnée des questions de migration et de déplacement forcé au niveau européen et mondial. À ce titre, le nouvel instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI) - Global Europe identifie la migration et le déplacement forcé comme un domaine clé de la coopération avec les pays partenaires. Certains programmes approuvés dans le cadre de cet instrument sont la continuation de programmes financés par le FFUE pour l'Afrique. Les programmes du Fonds fiduciaire contribuent également aux deux nouvelles initiatives de l'Équipe Europe (Team Europe initiatives - TEI) axées sur les routes migratoires de l'Atlantique et de la Méditerranée occidentale et de la Méditerranée centrale.

Total des fonds approuvés par région



Sahel et lac Tchad

La situation sécuritaire dans la région du Sahel et du lac Tchad est restée préoccupante en 2022, avec des niveaux élevés de violence et de tensions intercommunautaires qui s'ajoutent à une situation politique instable. La hausse des prix des produits de base et des denrées alimentaires, combinée à de graves sécheresses, des inondations et des conflits a plongé la région du Sahel et du lac Tchad dans sa pire crise alimentaire de ces dix dernières années. Les estimations de mi-2022, indiquaient que 38 millions de personnes risquaient de souffrir de la famine en Afrique de l'Ouest. Parallèlement, les déplacements ont continué à augmenter avec 4,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de la région ou réfugiées au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Tchad et en Mauritanie (contre 4,2 millions en décembre 2021).

Le financement total approuvé dans la région du Sahel et du lac Tchad depuis le début du FFUE pour l'Afrique s'élève à 2 217,8 millions d'euros.

Corne de l'Afrique

En 2022, dans la région de la Corne de l'Afrique, la sécheresse et les dégradations de l'environnement, conjuguées à la flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant, ont entraîné une crise de la sécurité alimentaire en particulier en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, où environ 20 millions de personnes luttent pour survivre et où l'on estime que 50 millions de personnes sont actuellement confrontées à l'insécurité alimentaire dans l'ensemble de la région. Les inondations ont également contribué de manière significative aux déplacements de population, notamment au Soudan et au Soudan du Sud. Alors que l'instabilité et les conflits persistants ont encore aggravé la situation dans la région, des développements politiques encourageants ont eu lieu au Kenya et en Somalie et, vers la fin de l'année, en Éthiopie et au Soudan.

Le financement approuvé dans la région de la Corne de l'Afrique depuis le début du FFUE pour l'Afrique est de 1 810 millions d'euros.

Afrique du Nord

En 2022, l'augmentation des prix des denrées alimentaires ainsi que de l'énergie, combinée à l'impact déstabilisant de l'agression russe en Ukraine, à l'impact économique et social encore tangible de la COVID-19 et aux effets croissants du changement climatique ont formé une combinaison de facteurs externes défavorables qui a affecté les pays de la région d'Afrique du Nord. Sur la route de la Méditerranée centrale, plus de 100 000 migrants et réfugiés sont arrivés cette année provenant principalement de Libye et de Tunisie, et originaires majoritairement d'Égypte, de Tunisie et du Bangladesh. Ce qui représente une augmentation de plus de 50 % par rapport à 2021 et un changement significatif dans la composition des migrants irréguliers qui traversent la Méditerranée, passant d'une majorité d'Africains subsahariens à une majorité de Nord-Africains et d'Asiatiques.

Le montant global du financement approuvé dans la région de l'Afrique du Nord depuis le début du FFUE pour l'Afrique s'élève à 907.3 millions d'euros.

Les résultats pour chaque région sont détaillés au Chapitre 2 du rapport annuel.

Les chapitres 3 et 4 présentent le rapport financier pour 2022 et donnent un aperçu des systèmes de gestion et de contrôle interne en place.



CHAPITRE 1

APERÇU

1.1 2022 en un coup d'œil

L'année 2022 a été marquée par l'impact mondial de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Outre l'arrivée de millions de réfugiés ukrainiens sur le territoire de l'Union européenne², le lien entre l'insécurité alimentaire causée par la guerre et les mouvements migratoires, en particulier de l'Afrique vers l'Europe, a suscité des craintes. Avant l'invasion de la Russie, environ un quart des produits agroalimentaires et 82 % du blé en Égypte provenaient de Russie et d'Ukraine et plusieurs pays subsahariens recevaient plus de la moitié de leur blé de ces deux pays. Grâce à l'initiative "Black Sea Grain", un mécanisme a été mis en place sous les auspices des Nations unies pour le transport sécurisé des céréales, des denrées alimentaires et d'engrais, depuis des ports ukrainiens déterminés, vers les marchés mondiaux. Malgré ce contexte, jusqu'à présent, rien ne prouve qu'il existe une relation directe et immédiate entre l'insécurité alimentaire et les migrations internationales. La raison en est que les flux migratoires sont déterminés par de multiples facteurs³, notamment les conséquences durables de la pandémie de COVID-19, la détérioration de la situation économique générale et le changement climatique.

Ces évolutions géopolitiques ont montré une fois de plus l'importance du renforcement du partenariat entre les pays africains et l'Union européenne. Le sixième sommet Union européenne - Union africaine (UA) s'est tenu les 17 et 18 février 2022 à Bruxelles. Les dirigeants de l'UE et de l'UA ont convenu d'une vision commune pour un partenariat renouvelé, renforcé et réciproque en matière de migration et de mobilité visant à :

- prévenir la migration irrégulière ;
- renforcer la coopération contre le trafic illicite et la traite des êtres humains,
- soutenir une gestion renforcée des frontières et à améliorer de manière effective le retour, la réadmission et la réintégration,

- trouver des solutions durables pour les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants vulnérables ayant besoin d'une protection internationale,
- renforcer encore les systèmes d'asile,
- continuer de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés ,
- et à renforcer la coopération pour traiter toutes les questions liées à la migration.

Les dialogues sur les migrations entre l'UE et l'Afrique restent une composante importante du partenariat entre les deux continents et ils se sont révélés très actifs en 2022.

Les 13 et 14 décembre, le Processus de Rabat, sous la présidence espagnole, a tenu une conférence ministérielle à Cadix (Espagne). Celle-ci a adopté une déclaration politique et un nouveau plan d'action pour 2023-2027. En conséquence, quatre nouveaux membres ont rejoint son comité directeur : le Niger, le Nigeria, les Pays-Bas et la Suisse. En 2023, le Maroc assurera la présidence du processus de Rabat. Précédemment, quatre réunions thématiques de haut niveau avaient été organisées sur la migration et le développement (mai 2022), sur la gestion des frontières (juillet 2022), sur la migration légale (septembre 2022) et sur les transferts de fonds (novembre 2022). Le Processus de Khartoum a continué à organiser des réunions thématiques sur les voies légales (juillet 2022) à Mombasa, au Kenya, sur le changement climatique et la migration (octobre 2022) à Addis-Abeba, et sur la migration irrégulière (novembre 2022) au Caire.

Dans le cadre du suivi du sixième sommet UE-UA, les membres de la task-force tripartite UA-UE-ONU sur la situation des migrants et des réfugiés bloqués en Libye se sont réunis le 1er novembre à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour relancer ses travaux. La Taskforce a été mise en place par l'UA, l'UE et les

² Au 12 décembre 2022, il y avait 3 717 498 enregistrements actifs de protection temporaire d'Ukrainiens dans les États membres de l'UE.

³ Kalantaryan, S. and McMahon, S., *The Granary in Flames*, EUR 31256 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2022, ISBN 978-92-76-57689-1, doi:10.2760/59846, JRC130534.

Nations unies en novembre 2017, lors du cinquième sommet UE-UA à Abidjan, visant à sauver et protéger la vie des migrants et des réfugiés le long des routes migratoires, et en particulier à l'intérieur de la Libye. Elle a rendu possible le lancement d'un important programme de retour humanitaire volontaire assisté et d'une opération d'évacuation. Parmi les principales activités de la taskforce il y a la facilitation du retour de plus de 60 000 migrants bloqués dans leur pays d'origine et la mobilisation des États membres de l'UA pour qu'ils prennent des mesures - telles que celles prises par le Rwanda et le Niger, qui ont permis l'évacuation d'environ 5 200 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables de Libye grâce au mécanisme de transit d'urgence. Enfin, le 12 décembre, l'UE, les États membres de l'UE et les partenaires africains ont lancé à Bruxelles deux initiatives de l'Équipe Europe (TEI) axées sur les routes migratoires de l'Atlantique/Méditerranée occidentale et de la Méditerranée centrale. Ces deux initiatives rassemblent les pays africains et européens d'origine, de transit et de destination dans une approche globale de la route migratoire. Elles créeront de nouvelles opportunités de coordination avec les pays partenaires, les partenaires internationaux et les agences des Nations unies concernées.

En ce qui concerne les tendances migratoires, l'itinéraire de la Méditerranée centrale reste l'un des plus actifs, avec la plupart des arrivées en Italie. Le nombre total d'arrivées irrégulières en Italie et à Malte le long de la route de la Méditerranée centrale⁴ était de 105 580, soit une augmentation de 54 % par rapport à 2021. Pour relever les défis immédiats le long de cette route migratoire, la Commission européenne a présenté un plan d'action de l'UE pour la Méditerranée centrale avant la tenue du Conseil extraordinaire "Justice et affaires intérieures" du 25 novembre 2022. Ce plan d'action propose 20 mesures pour l'UE et ses États membres, pour : (i) intensifier la coopération avec les pays partenaires et des organisations internationales, notamment par le lancement de TEI , (ii) consolider la coopération entre tous les acteurs impliqués dans la recherche et le sauvetage, et (iii) renforcer la mise en œuvre du mécanisme de solidarité volontaire.

Le nombre total d'arrivées irrégulières en Espagne par la route Méditerranée occidentale/Atlantique a

diminué de 26 % (les arrivées par la mer aux îles Canaries ont diminué de 30 %) : 31 219 arrivées (15 682 vers les îles Canaries), contre 40 662 (22 052 vers les îles Canaries) au cours de la même période en 2021. En revanche, les arrivées par voie terrestre à destination de Ceuta et Melilla ont augmenté de 24 %. En juillet 2022, le Conseil a autorisé la Commission européenne à ouvrir des négociations sur des accords de statut entre l'UE et la Mauritanie⁵, et entre l'UE et le Sénégal⁶, afin de permettre la réalisation d'activités opérationnelles par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) dans les deux pays, sous l'autorité des gouvernements respectifs.

En matière de politique migratoire, les institutions de l'UE progressent dans la mise en œuvre du nouveau pacte sur l'immigration et l'asile, notamment dans sa dimension extérieure. L'Agence de l'UE pour l'asile, qui remplace le Bureau européen d'appui en matière d'asile, a intensifié ses activités en janvier 2022, lorsque le règlement l'instituant est entré en vigueur. En avril 2022, la Commission européenne a présenté un ensemble de propositions relatives aux "compétences et talents" afin de faire face aux difficultés démographiques et migratoires actuelles dans l'UE et de se préparer aux besoins futurs. Ces propositions comprennent le déploiement de partenariats pour les talents avec des pays non membres de l'UE, notamment en Afrique. En mai 2022, le Coordinateur des Retours a pris ses fonctions à la Commission pour promouvoir une approche plus cohérente et efficace des retours. En juin 2022, sous la présidence française du Conseil de l'UE, les États membres ont convenu de mandats de négociation pour les règlements Screening et Eurodac. Il s'agit de propositions clés pour des procédures améliorées et plus efficaces afin de contribuer à la lutte contre la migration irrégulière, d'améliorer les retours et de mieux soutenir le système d'asile. Un accord politique a été conclu le 7 septembre 2022 sur une feuille de route conjointe entre le Parlement européen et les présidences tournantes du Conseil de l'UE. Ce dernier jette les bases d'un dialogue accru sur le Nouveau Pacte, en fournissant un élan pour la conclusion des négociations d'ici février 2024 sur tous les dossiers législatifs en suspens liés à l'asile et à la gestion des migrations.

4 EU action plan for the Central Mediterranean (2022): https://home-affairs.ec.europa.eu/eu-action-plan-central-mediterranean_en

5 ST/10453/2022/INIT, OJ L 181, 7.7.2022.

6 ST/10454/2022/INIT, OJ L 181, 7.7.2022

Le nouvel NDICI - Global Europe identifie les migrations et les déplacements forcés comme un domaine clé de la coopération avec les pays partenaires. La base de l'aide financière globale de l'UE aux pays africains pour les années à venir sont les programmes indicatifs pluriannuels (PIP) nationaux et régionaux adoptés depuis décembre 2021. De nouvelles actions basées sur les PIP ont été adoptées en 2022. Le premier rapport annuel sur NDICI - Global Europe a été publié en décembre 2022 et il comprend un aperçu des dépenses liées à la migration⁷.

Sept ans après sa création, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE (FFUE) pour l'Afrique a continué à soutenir la stabilité et à faire face aux problèmes de migration et de déplacement forcé (y compris à leurs causes profondes), et à leurs opportunités, en étroite coopération avec les partenaires africains. Les projets en cours du FFUE pour l'Afrique dans les pays concernés contribuent aux deux nouvelles TEI portant sur les migrations en Afrique.

Sahel et Lac Tchad

Les niveaux de violence sont restés élevés au Sahel où les activités des militants d'Al-Qaïda et de la province islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) se sont poursuivies. Les attaques dans le sud du Burkina Faso ont augmenté de 143 % de janvier 2021 à mai 2022, et les incidents violents sont également devenus plus fréquents au Ghana et au Bénin depuis le début de 2022, impliquant pour la première fois le Togo en mai 2022. La région du Sahel et du lac Tchad a également fait l'objet d'un nombre croissant de cas de violences intercommunautaires, en particulier dans le nord du Tchad et le nord-ouest du Nigeria.

Dans un contexte sécuritaire dégradé, la situation politique dans la région du Sahel et du lac Tchad est restée instable en 2022, bien qu'il y ait eu également des développements positifs au cours du deuxième trimestre de l'année. Deux coups d'État se sont succédé, en janvier et en septembre au Burkina Faso. Au Tchad, les tensions sont restées vives entre le régime militaire de Mahamat Déby et les partis d'opposition. La médiation menée par la CEDEAO en avril a ouvert la voie à la suppression des sanctions économiques et politiques au Burkina Faso et au Mali.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les prix

mondiaux des denrées alimentaires ont rapidement augmenté, affectant gravement les pays africains. Les pays de la région étant dépendants des importations de nourriture et de carburant, l'impact de la hausse des prix mondiaux des matières premières sur les budgets nationaux ainsi que sur les prix locaux de la nourriture, de l'énergie et de la consommation est conséquent.

Les non-paiements de la dette au Mali se sont élevés à 180 millions de dollars américain, en partie à cause du choc extérieur susmentionné qui touche la région et en partie à cause des sanctions économiques imposées au nouveau régime militaire. Le Burkina Faso est également fortement touché par le gel du financement de grands donateurs et sa dette publique est désormais estimée à environ 750 millions d'euros. En outre, en raison de la crise économique et énergétique, de nombreux donateurs ont récemment annoncé la réduction de leur aide au développement en Afrique pour 2023. En plus de la hausse des prix des produits de base et des denrées alimentaires, de graves sécheresses, des inondations et des conflits ont plongé la région du Sahel et du lac Tchad dans la pire crise alimentaire de cette décennie. En juin 2022, on estime que 38 millions de personnes pourraient souffrir de la famine en Afrique de l'Ouest.

Les déplacements internes se sont poursuivis sans relâche dans la région du Sahel et du lac Tchad. Le nombre de personnes déplacées a continué à augmenter fortement. En juin 2022, 4,6 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de leur pays ou réfugiées au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Tchad et en Mauritanie, contre 4,2 millions en décembre 2021.

Corne de l'Afrique

En 2022, la région de la Corne de l'Afrique a été confrontée aux conséquences du changement climatique et à une instabilité et des conflits persistants. Néanmoins, il y a eu quelques évolutions politiques positives au Kenya, en Somalie et, plus récemment, en Éthiopie et au Soudan.

La sécheresse et la dégradation de l'environnement ont continué à affecter la situation de millions de personnes dans la région. L'Éthiopie, le Kenya et la Somalie sont les pays les plus touchés par la sécheresse actuelle, avec environ 20 millions de

⁷ 2022 annual report on the implementation of the European Union's External Action instruments in 2021. <https://op.europa.eu/s/xoGN>

personnes luttant pour leur survie. Combinée aux effets de la guerre en Ukraine, cette situation a entraîné une inflation importante dans toute la Corne de l'Afrique - en particulier des prix des denrées alimentaires et des carburants. Selon une estimation, plus de 50 millions de personnes dans la région sont actuellement confrontées à insécurité alimentaire aiguë, contre 42 millions en 2021 - une situation qui risque de se détériorer dans les mois à venir. Des inondations ont également contribué de manière significative aux déplacements de population, notamment au Soudan et au Soudan du Sud.

Pour faire face à cette situation dramatique, l'UE a pris des engagements politiques et financiers en faveur des populations touchées. En avril 2022, l'UE et ses États membres ont annoncé une contribution de 633 millions d'euros pour aider l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie à faire face à la crise de la sécurité alimentaire. En juin 2022, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé un soutien financier supplémentaire de 600 millions d'euros pour aider les pays partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à faire face à la crise alimentaire et à intensifier la production. 84 millions d'euros de ce montant ont été alloués à la Corne de l'Afrique.

Outre les effets du changement climatique, les conflits et l'insécurité ont continué de sévir dans la région en 2022. La crise en Éthiopie a persisté la majeure partie de l'année malgré une trêve de cinq mois. Outre les conséquences humanitaires dramatiques et les allégations de violations des droits de l'homme, des millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays ou ont cherché refuge hors du pays. La crise a également affecté la stabilité et l'économie des pays voisins, notamment de Djibouti, qui avait par ailleurs eu une évolution stable en 2022. Le rôle des forces érythréennes dans le pays a également été un facteur d'instabilité.

La signature de l'accord de cessation permanente des hostilités à Pretoria le 2 novembre et de son accord de prolongement à Nairobi le 12 novembre ont représenté des étapes très positives vers une paix durable en Éthiopie. Des progrès supplémentaires sont toutefois nécessaires avant que la confiance entre les parties puisse être restaurée et que les populations concernées puissent jouir des bienfaits de la paix.

Le Soudan du Sud est encore sujet aux violences entre les forces militaires et les groupes armés. En outre, des inondations dramatiques, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et la déstabilisation économique ont laissé 6,8 millions de personnes dans le besoin d'une aide vitale urgente.

En Somalie, la lutte contre Al Shabab (AS) a fait quelques progrès, avec une intensification des opérations anti-insurrectionnelles et la libération d'un certain nombre de villes et de villages. Toutefois, cela s'est accompagné d'actions punitives menées par les combattants d'AS en fuite contre les communautés locales, comme la destruction d'infrastructures essentielles.

Au Kenya, les élections générales se sont déroulées en août 2022. Malgré les inquiétudes concernant d'éventuelles flambées de violence, elles se sont passées dans une atmosphère relativement calme et ont conduit à la nomination d'un nouveau gouvernement sous la direction du président Ruto, ainsi qu'à une amélioration des relations avec l'UE. La nouvelle administration est notamment désireuse de jouer un rôle encore plus important pour la paix et la sécurité dans la région.

Au Soudan, plus d'un an après le coup d'État militaire, l'armée et les partis politiques ont signé un accord-cadre le 5 décembre 2022. La prise de mesures en vue de la formation d'un gouvernement de transition et l'adoption de dispositions constitutionnelles pour la période de transition s'avéreront cruciales.

L'UE n'a cessé de soutenir les populations vulnérables de la région par le biais de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, tout en évitant, si nécessaire, de travailler avec les acteurs gouvernementaux dans certains pays - en particulier en Éthiopie et au Soudan compte tenu de la situation sur le terrain.

Outre le financement de la coopération au développement, l'engagement de l'UE envers la région se traduit également par un soutien politique constant à l'Initiative pour la Corne de l'Afrique (Horn of Africa initiative - HoAI), par la participation constante du commissaire Urpilainen aux réunions ministérielles de l'HoAI et par la tenue de la 13^{ème} réunion ministérielle à Bruxelles. La

Commission européenne reste convaincue que l'intégration économique et sociale régionale est en juin une étape essentielle vers une paix et un développement durables dans la région de la Corne de l'Afrique. L'UE poursuit sa collaboration avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), afin de soutenir les efforts en faveur de la paix et de la sécurité régionales, et en vue de la mise en œuvre du Cadre global d'intervention pour les réfugiés dans la Corne de l'Afrique. L'UE continuera à suivre de près l'évolution de la situation à la lumière de ces développements et à soutenir les populations vulnérables dans le besoin, en particulier celles qui sont touchées par la sécheresse et d'autres crises environnementales et anthropiques.

Afrique du Nord

2022 a été marquée par des crises imprévues, dont l'agression russe contre l'Ukraine, qui risque d'avoir un impact économique et social déstabilisant en Afrique du Nord. Les pays de la région dépendent fortement des importations d'énergie et de céréales, l'Ukraine et la Russie étant leurs principaux fournisseurs. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, combinée à l'impact économique et social de la COVID-19 toujours tangible, aggravées par les effets croissants du changement climatique, ont formé une combinaison de facteurs externes défavorables qui a affecté tous les pays d'Afrique du Nord.

Malgré une baisse depuis 2015, en 2022, le nombre d'arrivées en Europe a recommencé à augmenter sur toutes les routes. Sur celle de la Méditerranée centrale, plus de 100 000 migrants et réfugiés sont arrivés au cours de l'année, provenant principalement de Libye et de Tunisie et originaires principalement d'Égypte, de Tunisie et du Bangladesh. Ce qui représente une augmentation de plus de 50 % par rapport à 2021 et un changement significatif dans la composition des migrants irréguliers traversant la Méditerranée, passant d'une majorité d'Africains subsahariens à une majorité de Nord-Africains et d'Asiatiques.

La plupart des migrants et des réfugiés sont arrivés dans l'UE après des voyages périlleux et grâce à des opérations de recherche et de sauvetage en mer. En novembre, la Commission a présenté un plan d'action lors du Conseil

extraordinaire "Justice et affaires intérieures" contenant 20 actions visant à faire face aux problèmes de la route de la Méditerranée centrale. Si la coopération en matière de migration irrégulière est satisfaisante, une action renforcée couvrant l'ensemble du spectre de l'aide à la migration, depuis ses causes profondes jusqu'à la protection, la migration légale, les retours et la réintégration, ainsi que la gestion des frontières, la lutte contre la contrebande et la traite des êtres humains, reste nécessaire.

En 2022, les arrivées en Libye via la route de la Méditerranée centrale ont connu une forte augmentation par rapport à 2021 (+49%), avec 43 000 demandeurs d'asile et réfugiés vivant dans une situation précaire. La Libye est restée le principal pays de départ vers l'Italie (48 741 personnes). Les efforts visant à répondre aux principaux problèmes migratoires en Libye se poursuivent dans le cadre du nouveau cadre financier pluriannuel (CFP).

Le Maroc est le principal pays de départ et d'origine des arrivées vers les îles Canaries et reste le deuxième plus important pays de départ et d'origine des arrivées vers l'Espagne continentale. Lors de leurs visites dans ce pays en mars et en juillet de cette année, les commissaires Várhelyi et Johansson ont convenu de la nécessité de soutenir davantage la gestion des migrations, notamment dans la lutte contre la contrebande et la traite des êtres humains.

En 2022, la migration vers et au départ de la Tunisie a atteint des niveaux records depuis la révolution de 2011, ce qui en fait le deuxième plus important pays de départ et d'origine des migrants vers l'Italie via la route de la Méditerranée centrale (augmentation de 69 % par rapport à 2021). L'interaction des facteurs économiques et sociaux semble être au cœur de la combinaison complexe des raisons qui poussent les Tunisiens à migrer vers l'UE. Il est donc essentiel de continuer à aider la Tunisie à faire face à la complexité de la question des flux migratoires mixtes dans le pays .

Les flux croissants de ressortissants égyptiens via la route migratoire de la Méditerranée centrale sont devenus la première nationalité des arrivées en Italie.. L'Égypte reste un pays de destination et de transit pour les migrations régionales, accueillant près de 290 000 réfugiés et demandeurs d'asile provenant

de 60 pays d'origine, selon le HCR. Lors de sa visite en Égypte en octobre, le commissaire Vårhelyi a signé un nouveau programme pour améliorer la gestion des frontières, en réponse à une demande de financement supplémentaire pour des projets liés aux migrations.

En 2022, malgré des chiffres en baisse, les Algériens restent la principale nationalité en termes d'arrivées irrégulières en Espagne (51%), ainsi que la quatrième plus importante nationalité de départ vers l'Italie.



Les arrivées en Europe par la mer ont augmenté en 2022 - @istockphoto.com

1.2 Aperçu financier

Au 31 décembre 2022, le montant total des ressources allouées au FFUE pour l'Afrique, comprenant les coûts administratifs, s'élevaient à **5 061.7 million d'euros**. Ce montant comprend:

- **3 385.8 millions d'euros** du Fonds Européen de Développement (FED);
- **1 052.7 millions d'euros** provenant du budget de l'UE, incluant l'instrument de coopération au développement (ICD), l'instrument européen de voisinage (IEV), le Fonds d'asile, de migration et d'intégration (FAMI) de la Direction générale pour la Migration et les Affaires intérieures (DG HOME) et le financement de la Direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) ;
- **623.2 millions d'euros** provenant des États membres de l'UE et d'autres donateurs (Royaume-Uni, Suisse et Norvège).

En 2022, la somme totale des contributions au FFUE pour l'Afrique est restée inchangée par rapport à 2021.

Ressources financières du FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2022 (contributions en millions d'euros)

États membres et autres donateurs

623.2

FED

3 385.8

BUDGET DE L'UE

1 052.7



Ecoliers en cours d'anglais dans le sud de l'Éthiopie - @gettyimages.com

1.3 État d'avancement

En lien avec la fin de la période contractuelle, le 31 Décembre 2021, le FFUE pour l'Afrique n'a pas approuvé de nouvelles actions opérationnelles en 2022.

Le nombre total de programmes approuvés à la fin de 2022 reste 248, pour un montant de **4 935.1 millions d'euros**, répartis comme suit:

- **114 dans le Sahel/lac Tchad (SLC), pour une valeur de 2 217.8 millions d'euros**
- **94 dans la Corne de l'Afrique (HOA), pour une valeur de 1 810 millions d'euros**
- **40 en Afrique du Nord (NOA), pour une valeur de 907.3 millions d'euros**

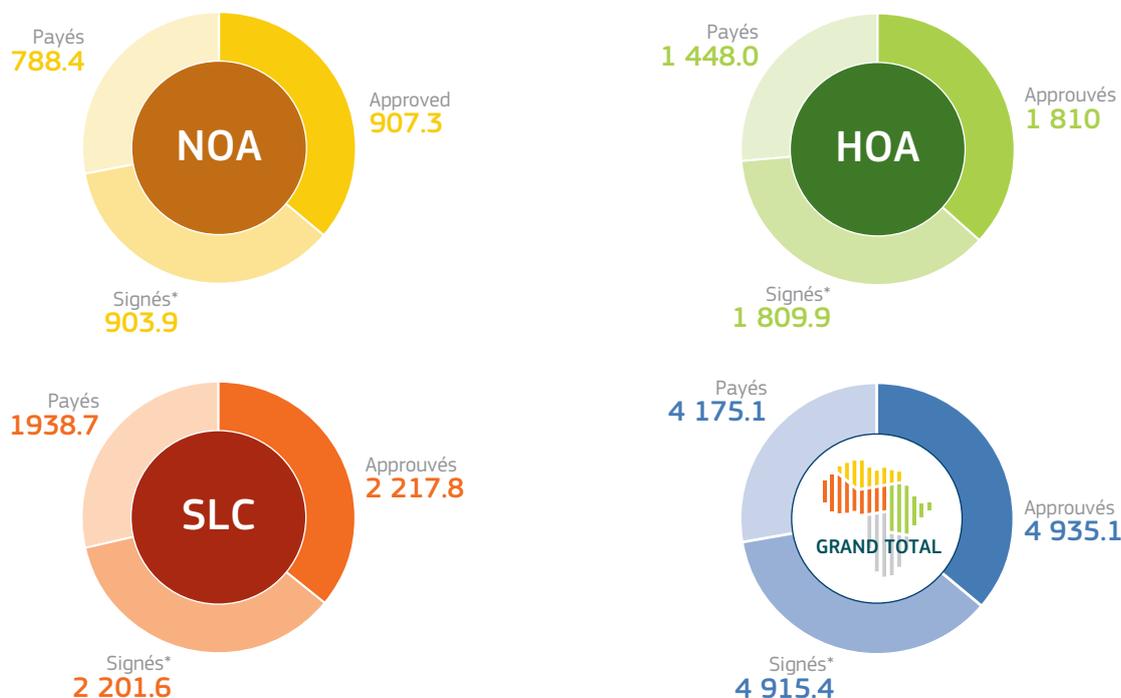
L'Annexe I de ce rapport contient une liste des programmes répartis par région ainsi que leur état d'engagement et de paiement.

À la fin de Décembre 2022 le montant des contrats signés s'élevait à **4 915.4 millions d'euros**.

En 2022, 28 nouveaux contrats pour un montant de 2.23 millions d'euros ont été contractés*. Ces contrats étaient uniquement liés à des activités administratives (audit, évaluation, communication, suivi) car les programmes ou activités opérationnels ne peuvent plus être financés depuis janvier 2022.

Les paiements opérationnels cumulés effectués à la fin de 2022 ont atteint 4 175.1 millions d'euros.

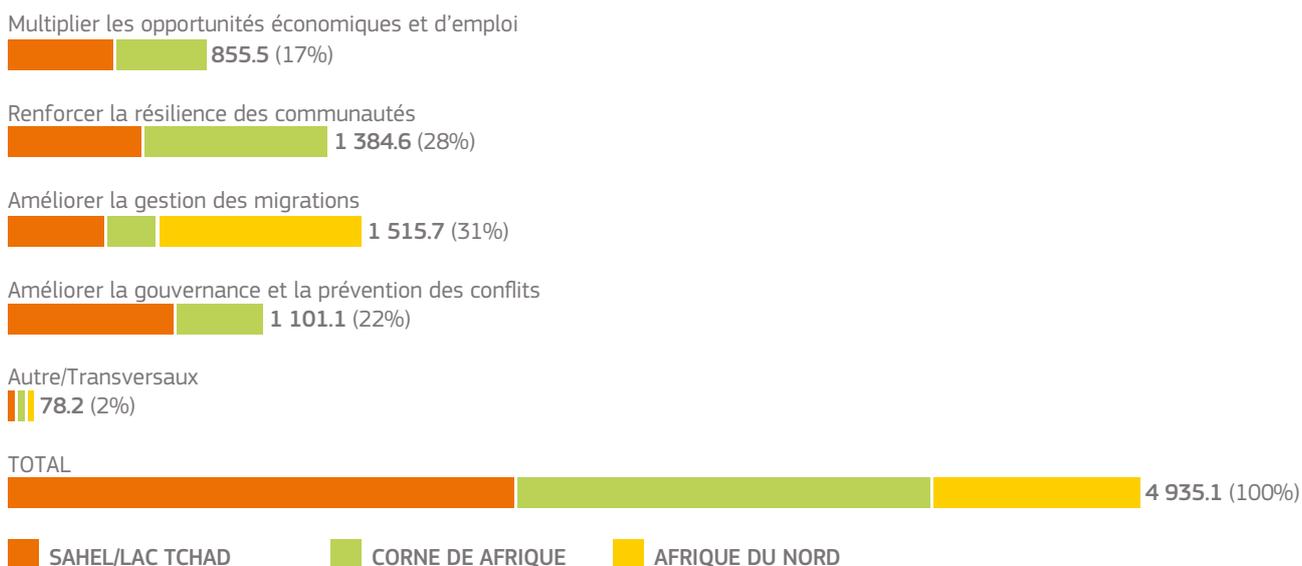
Fig. 2 État d'avancement au 31 Décembre 2022 (en millions d'euros)



* Ces montants comprennent les fonds recouverts qui ont été contractés (voir section 2.2 pour plus de détails)

(*) Le nombre de contrats et les montants contractés incluent les engagements juridiques signés en 2022.

Fig. 3. Montant total approuvé par Objectif Stratégique dans les trois régions (en million d'euros)

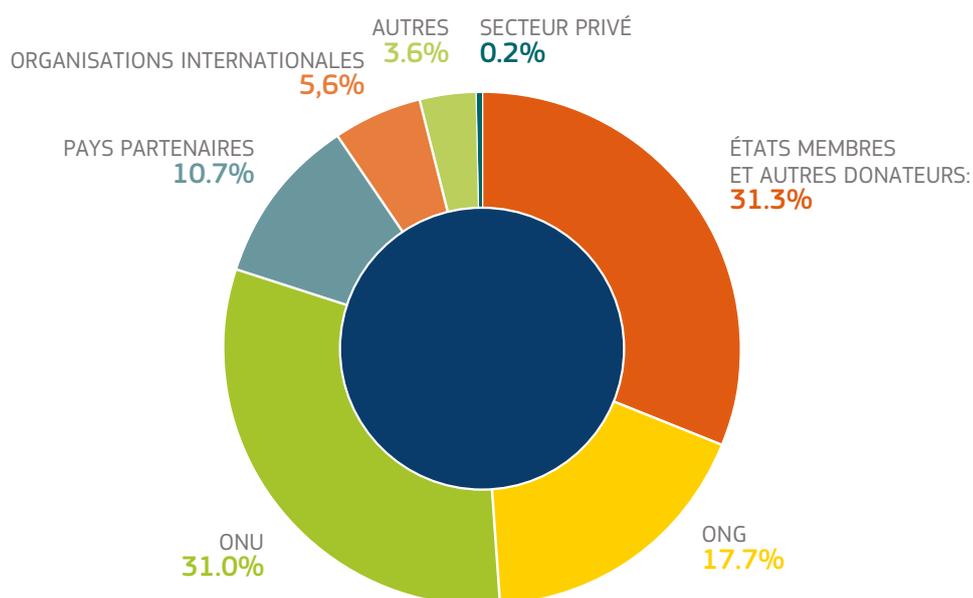


La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2022 est la même que celle de 2021:

- 45% sont alloués à des actions visant à renforcer la résilience des communautés touchées et à promouvoir les opportunités économiques et d'emploi;
- 1% sont alloués à l'amélioration de la gestion des migrations;
- 22 % pour des actions visant à améliorer la gouvernance et la prévention des conflits.

Comme lors des années précédentes, en 2022, les programmes ont été mis en œuvre par un large éventail de partenaires d'exécution, parmi lesquels : les agences des États membres de l'UE et d'autres donateurs ; les agences des Nations unies et les organisations internationales ayant des compétences et de l'expérience dans des domaines spécifiques ; et les organisations internationales et locales de la société civile et les organisations non gouvernementales (NGOs). Des financements contractés, 10.7% sont directement utilisés par les pays partenaires dans le cadre d'opérations d'appui budgétaire.

Fig. 4. Répartition des financements contractés par exécutant (en million d'euros)



1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation

La programmation et la mise en œuvre du FFUE pour l'Afrique sont régulièrement informées par le suivi et l'évaluation périodiques de ses programmes à l'aide de divers canaux et outils.

1.4.1 Le Système de Suivi et d'Apprentissage pour la Corne de l'Afrique et le Sahel et lac Tchad

En 2022, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel/lac Tchad a continué la collecte de données et deux rapports pour chaque région ont été publiés : un rapport annuel couvrant l'année 2021 et un rapport couvrant le premier semestre de 2022. Ces rapports se sont principalement concentrés sur les réalisations cumulées, mais ont également fourni des informations sur les changements produits grâce à ces réalisations en s'appuyant sur les données du programme et les éléments provenant des rapports d'évaluation indépendants. Toutes les données produites, regroupées par pays ou par objectif spécifique, sont disponibles dans les rapports MLS sur la page Suivi et évaluation⁸ du site web du FFUE pour l'Afrique.

Les équipes MLS ont travaillé conjointement sur plusieurs exercices d'apprentissage importants. Tout d'abord, en 2022, elles ont finalisé un travail sur la gouvernance des migrations et produit 21 rapports nationaux (12 pour les régions du Sahel et du lac Tchad et 9 pour la Corne de l'Afrique) ainsi qu'un rapport régional disponible sur le site Web du FFUE⁹. Cet ensemble de rapports identifie les principales lacunes et les domaines d'opportunité pour un futur soutien à la gouvernance des migrations. Deuxièmement, ces équipes ont lancé le projet de cartographie du "développement des compétences et de la création d'emplois", qui se fonde sur les principales conclusions et les enseignements tirés du MLS et des données de suivi par des tiers. Les produits d'apprentissage qui seront finalisés en 2023 comprennent : i) une série de 12 études de cas nationales présentant des possibilités d'amélioration des placements et recommandations d'emplois, des partenariats et des activités de renforcement des capacités ; et ii) une synthèse des meilleures pratiques axée sur

des modèles intéressants de développement des compétences et de création d'emplois dans la région. Ces études aideront à préparer les futurs programmes de soutien et seront présentés dans le cadre de l'Année européenne des compétences 2023.

Enfin, les équipes MLS ont travaillé conjointement à l'essai d'un "module d'analyse des résultats" pour évaluer les changements de long-terme apportés par le FFUE pour l'Afrique. Elles ont piloté quatre approches, se basant sur le travail effectué sur les indicateurs de résultats, ou sur l'analyse d'indicateurs d'impact (par exemple, des analyses statistiques de la corrélation entre le FFUE pour l'Afrique et la migration, le déplacement ou le conflit). Après cet exercice pilote, l'analyse des contributions du FFUE pour l'Afrique se poursuivra en 2023.

1.4.2 Le Système de Suivi et d'apprentissage pour l'Afrique du Nord

Depuis 2017, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour la région de l'Afrique du Nord s'est concentré sur les résultats des programmes du FFUE pour l'Afrique. Sa première phase a été mise en œuvre par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) et s'est déroulée jusqu'en septembre 2021. En décembre 2021, le consortium InProvE a repris la gestion du MLS afin de renforcer les processus en place pour rendre compte des résultats du FFUE pour l'Afrique dans la région.

Le MLS s'inscrit pleinement dans le cadre de la communication des résultats de l'Afrique du Nord. Il vise à : i) organiser la collecte et le rassemblement des données sur les résultats de tous les contrats du FFUE pour l'Afrique dans la région, sur la base de trois niveaux interconnectés (objectif global, priorités stratégiques et domaines d'action) ; et ii) rendre compte des progrès réalisés par rapport à l'ensemble des indicateurs de résultats communs du FFUE. Opérationnel depuis la mi-2022, le cadre de présentation des résultats pour l'Afrique du Nord permet d'atteindre le niveau d'harmonisation nécessaire avec le cadre de présentation des résultats du FFUE pour l'Afrique et celui du Global Europe.

⁸ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_fr

⁹ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/default/files/altai_mls_-_state_of_migration_governance_regional_report.pdf

Une autre nouveauté en 2022 a été le développement d'une plateforme en ligne NOASYS pour remplacer l'outil de collecte de données précédemment utilisé par l'ICMPD. Le lancement de NOASYS s'est achevé au cours du premier semestre 2022 avec l'encodage de 81 cadres logiques (comprenant plus de 1 000 indicateurs associés à leurs valeurs de référence, actuelles et cibles) et le regroupement des données sur les résultats de l'Afrique du Nord pour chaque indicateur du FFUE pour l'Afrique et du Global Europe.

Cette année, le nouveau MLS a finalisé son premier rapport annuel présentant les résultats cumulés dans la région de l'Afrique du Nord jusqu'au 31 juillet 2022. Ce rapport se concentre principalement sur les résultats au niveau des réalisations car les difficultés méthodologiques pour regrouper les données sur les résultats des différents contrats doivent encore être surmontées. Néanmoins, le rapport 2022 du MLS pour la région Afrique du Nord intègre des exemples d'analyse des résultats extraits de sources externes telles que les évaluations et le suivi orienté vers les résultats.

1.4.3 Système de suivi axé sur les résultats (ROM)

En 2022, un autre ensemble de programmes du FFUE pour l'Afrique ont fait l'objet de missions de suivi axé sur les résultats (Result oriented monitoring ROM) par des experts indépendants. L'objectif de ces missions était d'évaluer la conception, l'organisation, la mise en œuvre et l'impact potentiel de l'intervention des programmes. En 2022, 52 missions ROM avaient été réalisés ou étaient en cours : 20 dans la Corne de l'Afrique, 14 dans le Sahel/lac Tchad et 18 en Afrique du Nord.

1.4.4 Facilités de Recherche

En 2022, la Facilité de recherche pour la région de la Corne de l'Afrique (Research and evidence facility - REF) a organisé sa deuxième conférence internationale¹⁰ présentant des connaissances fondées sur des éléments concrets pour améliorer l'environnement politique en matière d'inclusion et de protection des migrants et des personnes déplacées

de force. Elle a rassemblé un large éventail de parties prenantes, notamment provenant de gouvernements, d'universités, de médias, d'institutions de recherche, de l'UE, de l'ONU, d'ONG, de la société civile et du secteur privé.

Tout au long de l'année 2022, la REF a contribué à la politique et à la recherche à travers plusieurs études approfondies. Au niveau régional, la facilité a publié deux rapports clés : l'un dressant le bilan des progrès des pactes mondiaux sur les migrations et les réfugiés¹¹, et l'autre explorant l'influence de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) sur la dynamique de la mobilité et des conflits¹². Au niveau national, la REF a publié deux analyses synthétiques : l'une pour l'Éthiopie¹³, axée sur l'inclusion des réfugiés handicapés, et l'autre pour l'Ouganda, sur le cas des réfugiés urbains¹⁴. La facilité a également publié une étude qui a analysé les phénomènes de retour et de réintégration sur des décennies de déplacement au Soudan du Sud¹⁵.

Cette année, la REF a revu son approche de la visibilité des résultats de la recherche. Une synthèse documentaire présentant les principales conclusions et contributions thématiques sur la mobilité dans la Corne de l'Afrique est en cours de préparation. Elle sera associée à une campagne de sensibilisation à contenu multiple destinée aux principales parties prenantes de la région et au développement de communautés impliquées dans les politiques migratoires.

Tout au long de l'année 2022, la Facilité de recherche pour les régions du Sahel et du lac Tchad et de l'Afrique du Nord a continué à produire des rapports mensuels ou trimestriels fournissant un suivi détaillé et une analyse de l'économie politique sur les modèles de migration, la traite des êtres humains et les dynamiques de contrebande en Libye, en Tunisie, au Maroc et dans le centre du Sahel (Niger, Tchad et Mali), ainsi que sur toute instabilité ou conflit sous-jacent influençant les flux migratoires irréguliers et les transactions commerciales afférentes.

10 Pour plus d'information, veuillez consulter les conclusions des différentes sessions sur :

<https://blogs.soas.ac.uk/ref-homresearch/2022/07/11/ref-conference-2022-towards-greater-inclusion-and-protection-for-migrants-and-forcibly-displaced-persons/> ; Une animation sur le sujet a été présentée en avant-première lors de la conférence : <https://www.youtube.com/watch?v=zF6x0E4v66U>

11 https://blogs.soas.ac.uk/ref-homresearch/files/2022/12/Global_Compacts_Final_.pdf

12 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-homresearch/files/2022/03/How-does-TVET-influence-mobility-and-conflict.pdf>

13 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-homresearch/files/2022/03/How-does-TVET-influence-mobility-and-conflict.pdf>

14 https://blogs.soas.ac.uk/ref-homresearch/files/2022/08/Disabilities_rapid_review_final.pdf

15 https://blogs.soas.ac.uk/ref-homresearch/files/2022/12/Asylum_urban_spaces_final.pdf

16 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-homresearch/files/2023/01/south-sudan-decades-of-displacement.pdf>

1.5 Communication

En 2022, le FFUE pour l'Afrique a continué à communiquer sur ses programmes et ses réalisations par de multiples canaux, s'efforçant de rendre les informations sur ses activités aussi transparentes et accessibles que possible. Le site web du FFUE pour l'Afrique est resté le principal moyen pour informer les parties prenantes et le public de l'avancement des travaux du FFUE dans les différents domaines, à travers la publication régulière de récits sur ses programmes et la mise à jour des données financières.

Avec plus de 492 000 pages vues depuis sa création et 700 articles publiés en ligne, le site web a continué à assurer la visibilité des programmes et des réalisations du FFUE pour l'Afrique. En 2022, le site a accueilli 74 469 visiteurs pour 179 675 pages vues. Le FFUE pour l'Afrique est également visible sur les médias sociaux grâce à des posts réguliers et un hashtag à succès (plus de 50 000 occurrences du #AfricaTrustFund sur Twitter).

Pour des raisons techniques, le site web du FFUE pour l'Afrique sera transféré sur une autre plateforme au cours du premier semestre de 2023. Des travaux préparatoires pour une transition en douceur ont été lancés au dernier trimestre de 2022 et des efforts sont déployés pour que le nouveau site web fournisse le même niveau de détails et d'informations que l'actuel.

En décembre 2022, dans le cadre du Dialogue sur les défis de la protection du Haut-Commissaire de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la délégation de l'UE auprès des Nations unies à Genève et le HCR ont organisé conjointement une exposition de photos intitulée "Lives in Dignity - a nexus approach to forced displacement". L'exposition comprenait plusieurs photos de la galerie photo en ligne du FFUE pour l'Afrique, "Stories from Africa"¹⁶, lancée en mars 2021 pour mettre en lumière les réalisations du FFUE contribuant à ses quatre principaux objectifs.

Au-delà des activités organisées au niveau du siège, la visibilité des programmes du FFUE pour l'Afrique a également été assurée par des initiatives menées au niveau national par les délégations de l'UE et leurs partenaires locaux, ainsi que par des récits recueillis sur le terrain et partagés sur le site web du FFUE pour

l'Afrique. Quelques exemples de différentes régions sont présentés ci-dessous.

Au Ghana, le projet « GrEEn »¹⁵, financé par le FFUE pour l'Afrique et mis en œuvre conjointement par le Fonds d'équipement des Nations unies et par l'Organisation néerlandaise de développement SNV, a publié une série d'articles et de vidéos pour illustrer des exemples de réussites du projet et organisé plusieurs événements qui ont positionné le projet comme un forum clé pour l'échange de bonnes pratiques en matière d'emploi.

Dans le cadre du projet « Améliorons nos vies ! », une tournée théâtrale visant à promouvoir la paix et la cohésion sociale a eu lieu dans la région du nord du Burkina Faso. La pièce, intitulée SABSGO, conçue et mise en scène par la troupe locale ARCAN, met en avant les valeurs de solidarité, d'entraide, de tolérance et de respect des traditions et montre comment on peut aider les communautés à vivre ensemble de façon harmonieuse. La tournée s'est déroulée du 15 au 22 décembre 2022 aux alentours de la ville de Ouahigouya et principalement près des sites où vivent des personnes déplacées ou réfugiées.

Le projet « Mediterranean City-to-City Migration » (MC2CM) a organisé à Séville le premier forum méditerranéen sur la migration urbaine, avec une participation globale de 350 invités; parmi eux, des maires de municipalités tunisiennes et marocaines, des représentants de l'UE et des parties prenantes de toute la région euro-méditerranéenne. L'évènement s'est concentré sur le rôle des parties prenantes locales dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques locales en matière de migration et d'inclusion.

Cette année, l'Agence de coopération allemande (GIZ) a préparé deux films dépeignant les expériences d'apprentis et d'employeurs participant au programme THAMM (Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa).¹⁷ Les films présentent des apprentis tunisiens et leurs employeurs dans des secteurs comme l'hôtellerie, la gastronomie et l'électronique. Quelques semaines après leur publication, ces vidéos ont généré plus de 1 000 visites sur les médias sociaux et sont en train de devenir des outils de communication phares de la GIZ.

¹⁶ <https://storiesfromafrica.eu/>

¹⁷ Vers une approche globale de la gouvernance et de la mobilité des travailleurs en Afrique du Nord

1.6 Prochaines étapes

Un effort financier et opérationnel soutenu est nécessaire pour maintenir les progrès réalisés par le FFUE pour l'Afrique dans la gestion des mouvements de réfugiés et de migrants de manière plus ordonnée et pour garantir la protection et l'assistance aux personnes dans le besoin. Malgré les progrès accomplis, de nombreux problèmes subsistent dans les trois régions du FFUE pour l'Afrique, notamment les déplacements forcés et les mouvements irréguliers, qui mettent les personnes en déplacement dans des situations dangereuses où elles risquent d'être victimes de la contrebande et de la traite des êtres humains. Le contexte politique instable de la région, combiné à l'aggravation des inégalités socio-économiques, accentue les difficultés existantes, non seulement pour les migrants, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les rapatriés et les réfugiés, mais aussi pour les communautés qui les accueillent.

Depuis la fin de la période de passation des contrats du FFUE pour l'Afrique, le 31 décembre 2021, de nouveaux programmes opérationnels ne peuvent plus être financés par le FFUE pour l'Afrique. Seules des activités administratives (comprenant le suivi, l'évaluation, l'audit ou la communication) peuvent désormais faire l'objet de contrats.

La coopération avec les États membres de l'Union européenne et les pays partenaires pour s'attaquer aux causes profondes des migrations et des déplacements forcés se fera à travers le NDICI - Global Europe via les programmes indicatifs pluriannuels nationaux et régionaux et la participation aux TEI.

Sahel et lac Tchad et Corne de l'Afrique

En 2022, plusieurs actions ont été approuvées dans le cadre du programme indicatif pluriannuel régional pour l'Afrique subsaharienne. Elles comprennent :

- Le mécanisme flexible pour les migrations et les déplacements forcés (200 millions d'euros) ;
- Une meilleure gestion des migrations (Better Migration Management - BMM) dans la Corne de l'Afrique - phase III (40 millions d'euros) ;

- La libre circulation des personnes et migration en Afrique de l'Ouest II (34 millions d'euros) ;
- Le programme de soutien au dialogue sur les migrations et la mobilité - Migration and Mobility Dialogue Support programme - MMD III (22 millions d'euros) ;
- La réponse aux déplacements forcés dans la région des Grands Lacs (40 millions d'euros) ;
- Le programme protection des migrants, retour volontaire assisté et réintégration durable - Migrant protection, assisted voluntary returns and sustainable reintegration - MPRR (170 millions d'euros).

Le programme MPRR en Afrique subsaharienne mentionné ci-dessus s'appuiera sur les résultats de l'un des programmes phares du FFUE pour l'Afrique : l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants, un programme régional qui a pris fin en 2022. Le programme MPRR poursuivra les activités de deux composantes de l'Initiative conjointe qui ont fait leurs preuves : la protection à l'arrivée et la réintégration individuelle des migrants. Ce nouveau programme mettra davantage l'accent sur la durabilité et l'appropriation, avec un renforcement des capacités adapté aux besoins locaux visant à créer des structures au sein des pays partenaires et à transférer les activités aux autorités nationales. Les systèmes d'orientation et la coordination avec d'autres acteurs seront renforcés afin d'augmenter le nombre d'orientations des rapatriés vers d'autres programmes de développement dans les secteurs concernés (création d'emplois, éducation, santé, etc.). Le programme maximisera également le rapport coût-efficacité de la réintégration socio-économique.

Certains programmes s'appuyant sur les réalisations des programmes financés par le FFUE pour l'Afrique pourront être financés au niveau national et/ou par différents instruments.

Un exemple de cette continuité est le programme GAR-SI Sahel¹⁸, financé par le FFUE pour l'Afrique et mis en œuvre depuis 2017 dans six pays (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, et Sénégal) pour contribuer à la sécurité des populations et à la stabilité nationale et régionale.

¹⁸ Groupes d'Action Rapide - Surveillance et Intervention au Sahel

Après une phase de transition jusqu'à l'approbation d'une nouvelle phase de financement, il a été décidé que le programme continuerait à être financé dans le cadre des programmes indicatifs pluriannuels nationaux pour quatre des pays visés par la première phase de ce programme. Alors que les 17 millions d'euros affectés pour le Burkina Faso dans le cadre du programme d'action annuel (PAA) 2021 ont été suspendus en raison de la situation politique dans le pays (coups d'état en janvier et septembre 2022), les composantes Mauritanie et Sénégal ont été approuvées dans le cadre du PAA 2022 et devraient commencer à être mises en œuvre mi-2023. Dans le cadre du PAA 2023, le Niger prévoit le financement des forces de sécurité intérieure et la création d'une ou deux unités GAR-SI supplémentaires, conformes à la stratégie de sécurité du pays.

Afrique du Nord

En octobre 2022, le programme indicatif pluriannuel régional sur les migrations pour le voisinage Sud 2021-27 a été approuvée par le comité NDICI-Global Europe. Il couvre quatre domaines prioritaires principaux, comprenant : (i) la protection des personnes déplacées de force et celles dans le besoin ; (ii) le soutien à la gouvernance et à la gestion des migrations ; (iii) la coopération en matière de retour, de réadmission et de réintégration ; (iv) et la migration légale et la mobilité.

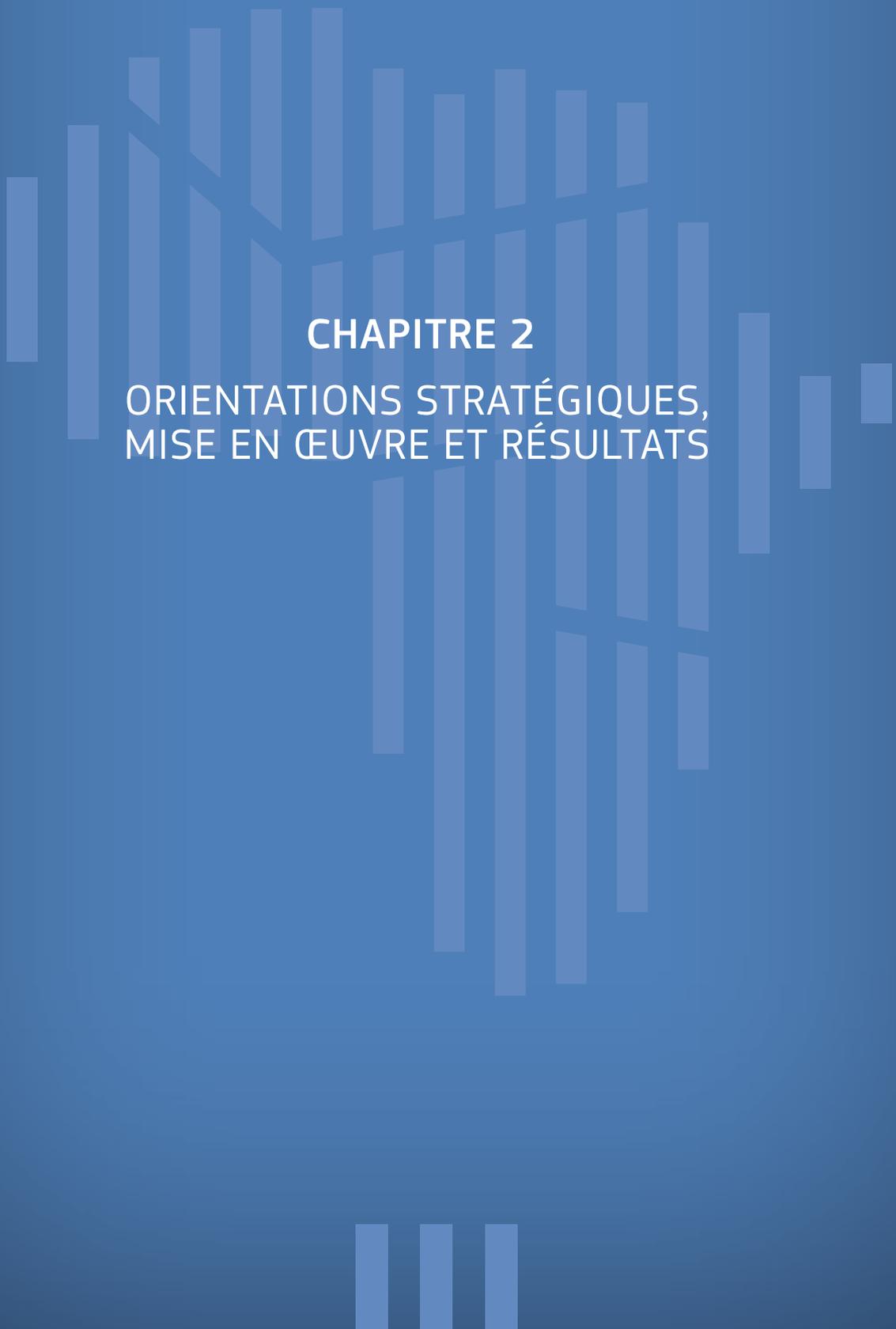
Quatre actions ont déjà été adoptées en 2021. Celles-ci ont procuré : 55 millions d'euros pour une protection et une aide à la résilience aux migrants, aux personnes déplacées de force et aux communautés d'accueil en Libye ; 60 millions d'euros pour organiser les retours volontaires régionaux et la réintégration ; 45 millions d'euros pour soutenir les institutions de gestion des frontières en Libye et en Tunisie et 5 millions d'euros pour favoriser la migration légale en Afrique du Nord.

En 2022, huit nouvelles actions ont été adoptées par le comité NDICI-Global Europe :

- Protection et résilience des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants vulnérables en Égypte (23 millions d'euros) ;
- Protection et intégration des rapatriés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil en Tunisie (14 millions d'euros) ;

- Appui budgétaire pour améliorer la gestion des flux migratoires dans le respect des droits de l'homme et une meilleure intégration des migrants selon les objectifs de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile au Maroc (152 millions d'euros) ;
- Coopération policière internationale contre le trafic de migrants en Afrique du Nord (10 millions EUR) ;
- Coopération frontalière et gestion intégrée des frontières en Afrique du Nord (EUR 6 millions) ;
- Renforcement de la capacité opérationnelle de la marine et des gardes-frontières égyptiens pour gérer les flux migratoires et assurer la recherche et le sauvetage en mer (23 millions EUR) ;
- Soutien régional à la migration légale en Afrique du Nord (18 millions EUR) ;
- Services d'appui technique (1 million EUR).





CHAPITRE 2

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS



2.1 Sahel et lac Tchad



808 661

Personnes ayant reçu une assistance liée à la sécurité alimentaire

BURKINA FASO

24 650

Migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur du pays protégées et/ou assistées

426 136

Personnes touchées par les campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

GAMBIE

11 736

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

24 961

Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences

GUINÉE

19 733

Migrants de retour au pays ayant bénéficié d'une assistance après leur arrivée

125 852

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

MALI

2 607 294

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

23 714

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

MAURITANIE

396 691

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

989 499

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

NIGER

54 594

Retours volontaires soutenus

17 694

Personnel formé à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme

NIGERIA

602 911

Services sociaux de base fournis

2 551 851

Migrants potentiels touchés par des campagnes d'information sur la migration

SENEGAL

22 743

Nombre d'emplois directs créés ou soutenus

362 025

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

TCHAD

400 425

Personnes ayant participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

AU NIVEAU RÉGIONAL



70 929

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus



465 000

Personnes ayant reçu une assistance liée à la sécurité alimentaire



1 398 866

Migrants potentiels, atteints par des campagnes d'information sur la migration

2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2022

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont obtenu des résultats importants en 2022. Les résultats semestriels les plus élevés ont été réalisés pour l'aide au développement d'activités génératrices de revenus (AGR), qui a touché 84 047 personnes, et pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) dont 66 765 personnes ont bénéficié.

En outre, les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique ont contribué à la création ou au soutien de 16 546 nouveaux emplois. Ceci est d'autant plus important que dans la région du Sahel, les taux de chômage restent élevés, notamment chez les jeunes, et qu'ils sont corrélés à l'insécurité et à l'enrôlement dans des groupes terroristes. Cette problématique touche particulièrement le Burkina Faso, le Mali et le Niger où les jeunes représentent de loin le segment le plus important de la population, alors que leur statut social et leurs opportunités économiques restent limités. Au cours du premier semestre 2022, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont enregistré 57 % de tous les emplois créés ou soutenus (9 476 emplois) dans le cadre des programmes du FFUE pour l'Afrique dans la région du Sahel et du lac Tchad. La plupart des emplois créés dans ces trois pays étaient destinés aux jeunes (4 388). Depuis le début du FFUE pour l'Afrique, un total de 446 878 AGR, 246 217 bénéficiaires de l'EFTP et 122 378 emplois ont été enregistrés dans cette région.

Renforcer la résilience

La région du Sahel connaît une rupture des services de base en raison des conflits en cours. Depuis 2021, les ménages ont de plus en plus de mal à se procurer des denrées alimentaires en raison de la sécheresse et de l'inflation. De plus, la guerre en Ukraine a gravement touché les pays sahéliens, notamment la Mauritanie, le Cameroun et le Sénégal, qui dépendent en grande partie des importations de blé de Russie et d'Ukraine. Les perturbations commerciales dues au conflit et aux sanctions de la CEDEAO à l'encontre du Mali ont entravé l'acheminement des produits, et leur disponibilité a été fortement réduite dans plusieurs zones rurales. Ces facteurs ont entraîné des hausses importantes des prix des denrées alimentaires, ce qui a encore aggravé la crise de la sécurité alimentaire.

Au cours du premier semestre de 2022, les campagnes financées par le FFUE pour l'Afrique sur le renforcement de la résilience et les droits fondamentaux ont touché plus de 9 millions de personnes. En réponse à la crise de la sécurité alimentaire dans la région, la plupart des campagnes se sont concentrées sur la nutrition (notamment des campagnes en faveur de changements sociaux et comportementaux pour améliorer les techniques de nutrition des nourrissons et des jeunes enfants) et la sécurité alimentaire, touchant 383 974 personnes, principalement dans les régions du Sahel central.

Dans toute la région, 8.1 millions de personnes ont été sensibilisées à des questions liées à la COVID-19, souvent en même temps que d'autres messages sur la santé, la résilience ou l'employabilité.

Au-delà des campagnes de sensibilisation, des efforts importants ont encore été déployés au cours du premier semestre 2022 pour soutenir la sécurité alimentaire même si plusieurs des principaux programmes à cet égard ont progressivement touché à leur fin. Pendant cette même période, 127 418 personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire.

Améliorer la gestion des migrations

La région du Sahel et du lac Tchad reste une importante zone de transit pour les migrants qui ont l'intention de rejoindre l'Europe par les routes de la Méditerranée et de l'Atlantique. Le long de ces routes, les migrants se retrouvent souvent dans l'incapacité d'accéder aux services de base, tels que les services de santé, le logement, la nourriture ou l'éducation, que ce soit pendant le voyage ou dans leur pays de destination. Au cours du premier semestre 2022, les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique ont protégé et/ou aidé 35 840 migrants en transit, portant le total à 190 390. En plus de fournir une assistance directe aux migrants en transit, les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique ont formé 1 321 personnes sur les questions de protection des migrants.

Dans la région du Sahel et du lac Tchad, les diasporas contribuent de manière significative au développement de leurs pays via des envois de fonds, de l'entrepreneuriat, des investissements et des relations transnationales. Au cours du premier semestre 2022, 112 projets et initiatives ont été soutenus par des membres de diasporas dans le cadre de projets financés par le FFUE pour l'Afrique, soit une augmentation de 51 % par rapport aux résultats obtenus en 2021.

Formation des jeunes agriculteurs au Cameroun : une histoire de réintégration

M. Farel Morel Atanga est un Camerounais de 22 ans, qui a vécu en dehors de son pays pendant 6 ans avant de décider de revenir au pays. Avec le soutien de l'OIM, il a pu quitter l'Algérie et retourner dans son pays natal où il a créé une coopérative d'élevage de poulets. Alors qu'il rencontrait de nombreuses difficultés avec sa nouvelle entreprise, il a entendu parler de la formation proposée par le projet "Professionalisation des jeunes agriculteurs au Cameroun"- ProJACam et il a décidé d'y participer.

« J'ai entendu parler de la formation proposée par ProJACam du programme ARCHIPELAGO lors d'une réunion de sensibilisation dans mon village et cela m'a motivé à y participer. La formation à l'Institut agricole d'Obala m'a permis d'acquérir de nouvelles connaissances sur l'élevage de poulets, ainsi que d'approfondir mes compétences entrepreneuriales. Le stage chez un éleveur professionnel m'a permis d'acquérir des connaissances supplémentaires et de me rendre compte qu'il est possible de vivre de l'élevage de poulets. Après la formation, je me suis remis au travail. »

Le programme ARCHIPELAGO vise à renforcer l'employabilité des jeunes et la capacité entrepreneuriale des micro, petites et moyennes entreprises dans 9 pays de la région du Sahel et du lac Tchad. L'approche repose sur des partenariats entre des organisations africaines et européennes du secteur privé, ainsi que des centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), qui unissent leurs efforts pour mettre en œuvre des formations aussi bien professionnelles qu'entrepreneuriales et soutenir l'intégration des jeunes sur le marché du travail africain. Il vise à répondre aux difficultés générées sur le continent africain par l'exclusion économique et sociale, la marginalisation et les situations d'inégalité structurelles qui conduisent à la migration irrégulière.

« Aujourd'hui, continue Farel, j'éleve plus de poulets. Je suis passé de 50 à 400 poulets avec un taux de mortalité qui a beaucoup diminué (moins de 5%). Je contrôle mieux le chauffage des poussins, ce qui était auparavant une grande difficulté, sans compter que je fabrique moi-même la nourriture de mes poulets. Grâce à la partie entrepreneuriale de cette formation, je sais maintenant calculer combien me coûte l'élevage d'un poulet et je connais le prix de vente minimum pour assurer la rentabilité de mon activité. Pendant la formation, j'ai pu rencontrer des personnes qui étaient dans la même situation que moi et cela nous a rapprochés. Plusieurs d'entre nous ont commencé une nouvelle activité d'élevage et nous continuons à échanger des informations sur les problèmes que nous rencontrons. »



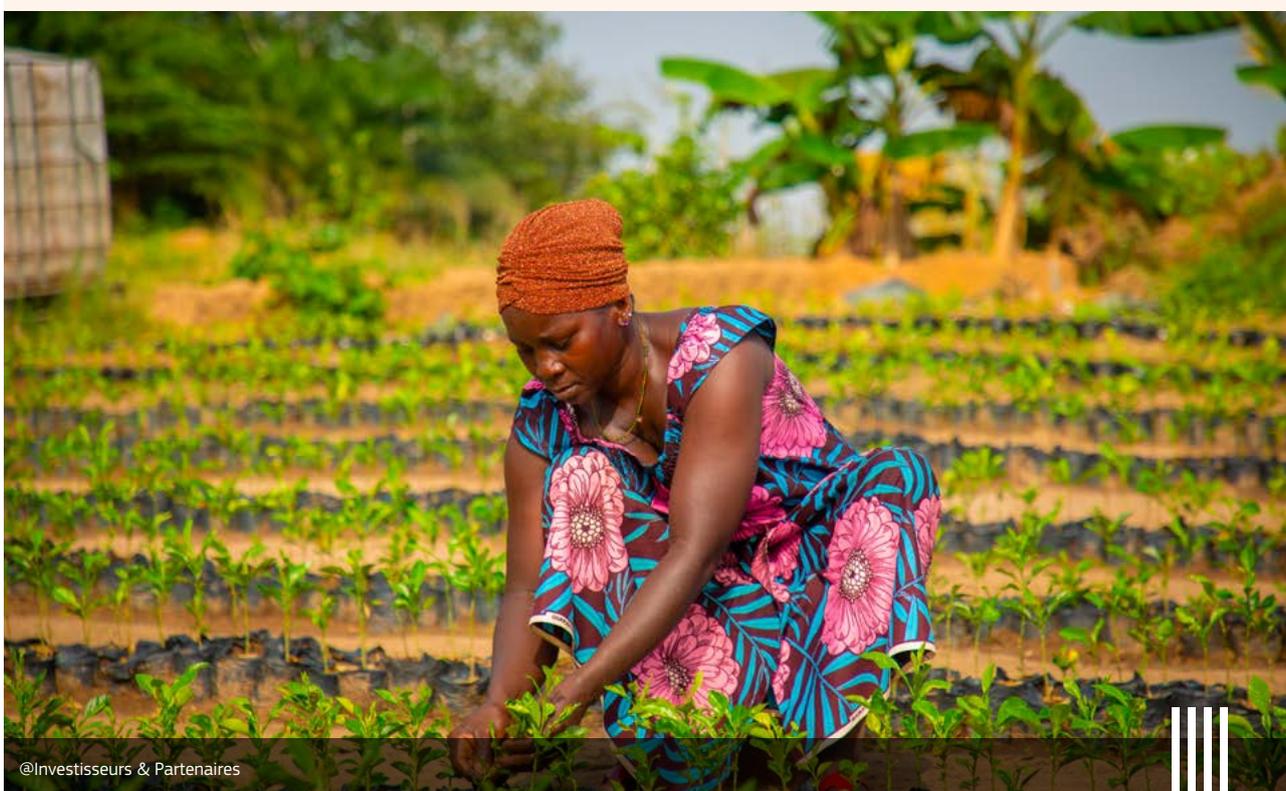
Promouvoir la production locale par l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire

Depuis 2019, le FFUE pour l'Afrique finance « I&P Accélération au Sahel », une initiative du fonds d'investissement « Investisseurs & Partenaires » qui soutient les petites entreprises dynamiques à fort potentiel de croissance mais considérées comme trop jeunes ou trop à risque pour obtenir des financements auprès des prêteurs traditionnels (banques, fonds d'investissement, etc.). L'objectif est de fournir à ces entreprises un accès aux financements et aux compétences nécessaires à leur développement, favorisant ainsi la création d'emplois décents et durables dans la région.

En Côte d'Ivoire, Épices et Essences de Côte d'Ivoire (E'Sens) fut l'une des premières entreprises à bénéficier de ce programme. L'entreprise, fondée en 2016 dans la région de Sassandra, à l'ouest d'Abidjan, est spécialisée dans la production d'huiles essentielles d'agrumes (orange amère, bergamote) produites à partir des fruits de ses récoltes et des approvisionnements auprès de petits producteurs du pays. Grâce au programme I&P Accélération au Sahel, E'Sens a bénéficié d'un financement de démarrage pour accroître l'efficacité de l'entreprise et l'optimisation de la logistique, pour augmenter la superficie de ses plantations et pour soutenir et évaluer les questions environnementales et agronomiques.

Pierre-Yves N'Goran, cofondateur d'E'Sens, explique : :

« Nous avons essayé de relancer l'activité qui était en train de mourir. Nous travaillons avec plus de 80 planteurs. Les planteurs et nos employés étant au cœur de notre projet, il est important pour notre projet d'avoir un aspect social. Nous proposons un préfinancement à nos planteurs pour les aider à s'occuper de leurs vergers avant la production. Avec l'aide de nos partenaires, nous avons mis en place un programme appelé Farmer Business School pour permettre à nos planteurs de comprendre l'importance de la diversification et de la gestion de leur portefeuille. »



©Investisseurs & Partenaires

Améliorer la gouvernance, la sécurité et la prévention des conflits

La situation sécuritaire dans la région du Sahel et du lac Tchad a continué à se détériorer au cours du premier semestre 2022. Au cours de cette période, les chiffres totaux enregistrés pour les incidents de sécurité (3 723) et les décès (12 200) ont atteint un niveau record pour tout semestre enregistré pour les pays de cette région dans la base de données ACLED¹⁹. En plus des victimes directes, cette violence a engendré une instabilité qui entrave l'accès aux services et favorise l'insécurité alimentaire.

Le FFUE pour l'Afrique a contracté 686.1 millions d'euros pour des projets visant à améliorer la gouvernance et la prévention des conflits dans la région du Sahel et du lac Tchad. Ce qui représente environ un tiers du budget total de cette région. Au cours du premier semestre 2022, 7 279 des 11 581 personnes formées à la gouvernance et à la prévention des conflits étaient des acteurs civils locaux, notamment des représentants communautaires, des membres d'institutions civiles locales et des chefs traditionnels.

Dans le bassin du lac Tchad, des programmes financés par le FFUE pour l'Afrique tels que DIZA²⁰ et RESILAC²¹ ont fourni aux représentants communautaires des outils pour mieux s'engager auprès des gouvernements locaux et des autres parties prenantes (institutions de sécurité, organisations de la société civile, chefs religieux, etc.).

Parallèlement, des formations ont également été dispensées aux administrateurs et aux représentants des institutions gouvernementales locales afin de renforcer leurs capacités de gouvernance.

19 ACLED, 'Données de localisation et occurrence de conflit armé', Septembre 2022, disponible sur le site: <https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard>.

20 Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

21 Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

L'histoire d'Outsame

Outsame est une migrante togolaise de 25 ans qui a reçu des soins médicaux et psychologiques ainsi qu'un hébergement en septembre 2022 à la Gare de l'Est, à Ouagadougou, par la Croix-Rouge burkinabé et la Croix-Rouge espagnole dans le cadre du projet « Assistance et protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest ». Outsame a été trouvée très faible après avoir été seule pendant plusieurs jours, couchée sur le sol de la gare, affamée.

Lorsque l'équipe du projet l'a trouvée, elle était dans un état grave de déshydratation, elle avait du mal à se tenir debout, et même parler lui était difficile.

Elle a néanmoins pu expliquer à la Croix-Rouge qu'elle venait de Côte d'Ivoire, où elle était allée chercher du travail et avait fini par travailler comme hôtesse dans un bar local. Après quelque temps, elle est tombée enceinte, a perdu l'enfant et sa santé a commencé à se détériorer.

Les propriétaires du bar n'ont pas voulu la garder car elle n'était plus apte à travailler. Elle a quitté l'endroit et a réussi à retourner au Burkina Faso. Elle est arrivée à Ouagadougou et en descendant du bus, elle s'est effondrée sans pouvoir bouger.

Des volontaires du projet de la Croix-Rouge burkinabé étaient en train d'assister des migrants à la gare de l'Est. Outsame a été transférée au centre hospitalier partenaire et après quelques jours, grâce aux soins médicaux et à la présence 24h/24 des volontaires du projet pour l'aider à manger, se laver et prendre des médicaments, son état de santé s'est amélioré.

La communauté togolaise, alertée par les services de la Croix-Rouge, a aidé Outsame à trouver une solution pour rentrer au Togo.

Une semaine plus tard, l'équipe du projet a eu l'agréable surprise de recevoir un appel téléphonique d'Outsame qui expliquait :

“ Je suis arrivée chez moi en toute sécurité et je suis maintenant avec ma famille. Je serai toujours reconnaissante à l'équipe du projet de m'avoir sauvé la vie. Si vous, la Croix-Rouge, n'aviez pas été là, je serais morte. ”



@Croix-Rouge





@istockphoto.com

Corne de l'Afrique



14 444

Migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile ou personnes déplacées protégés et/ou assistés

DJIBOUTI

2 669

Personnes ayant bénéficié de l'EFTP et du développement des compétences

3 475 666

Personnes ayant un meilleur accès aux services de base personnes ayant un meilleur accès aux services de base

ÉTHIOPIE

3 769

Personnes formées en matière de gouvernance, de prévention des conflits et de droits de l'homme

96 976

Personnes ayant reçu une assistance alimentaire

KENYA

237 427

Personnes ayant un meilleur accès aux services

33 791

Personnes ayant reçu une aide liée à la sécurité alimentaire

SOMALIE

980

Infrastructures sociales construites ou remises en état

1 607 373

Personnes ayant reçu une assistance alimentaire

SOUDAN

5 535 886

Personnes ayant un meilleur accès aux services de base

46 370

Postes de travail créés ou soutenus

SOUDAN DU SUD

60 558

Personnes ayant participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

219 816

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

OUGANDA

60 176

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation aux pratiques de renforcement de la résilience et aux droits fondamentaux

AU NIVEAU RÉGIONAL



253 860

Personnes ayant participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme



26 139

Personnes formées en gestion de la migration



241 720

Migrants (potentiels) touchés par les campagnes d'information sur la migration

2.1.2 Principaux résultats obtenus dans la région en 2022

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont fortement contribué aux opportunités économiques et d'emploi dans la région en 2022, avec le résultat le plus important jamais enregistré pour un semestre en termes d'emplois créés ou soutenus, soit 27 284 emplois. L'année 2022 a vu d'autres contributions importantes, notamment 128 992 bénéficiaires ayant reçu un soutien pour développer des activités génératrices de revenus (AGR) et 24 215 bénéficiaires de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP). À ce jour on dénombre 134 413 emplois, 629 764 bénéficiaires d'AGR et 133 686 bénéficiaires de l'EFTP pour cette région.

De nombreux projets du FFUE pour l'Afrique ont continué à mettre l'accent sur l'assistance en matière d'économie et d'emploi en faveur des réfugiés, des jeunes et des femmes. Par exemple, 21 % de tous les bénéficiaires de l'aide à l'EFTP et au développement des compétences étaient des réfugiés (28 427). Les jeunes représentent au moins 34 %²² (45 585) des 133 686 personnes ayant bénéficié des interventions en matière d'EFTP et de développement des compétences dans l'ensemble du portefeuille du FFUE de la Corne de l'Afrique. Les femmes représentent environ trois bénéficiaires sur cinq des AGR (60 %) et de l'EFTP (58 %) enregistrés à ce jour, avec respectivement 379 000 et 78 158 femmes recevant ces types de soutien.

Renforcer la résilience

Pour faire face aux niveaux élevés de l'insécurité alimentaire chronique dans la région, le FFUE pour l'Afrique a soutenu de nombreuses interventions. À ce jour, 4 432 731 personnes ont reçu une aide liée à la sécurité alimentaire, dont 110 550 personnes au cours du premier semestre 2022, principalement grâce à un soutien agricole. Les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont continué à compléter l'aide à la sécurité alimentaire par un soutien nutritionnel, mais cette année encore, le soutien nutritionnel a diminué, avec 129 544 bénéficiaires au premier semestre 2022. Cela est dû en grande partie à la conclusion de projets clés de soutien nutritionnel tels que « Improving Nutrition » mis en place par le Programme alimentaire mondial (PAM) au Soudan et le programme « Strengthening

Smallholders' Resilience » mis en œuvre par l'ONG International Rescue Committee (IRC) au Soudan du Sud.

En 2022, la plupart des résultats liés à la santé sont restés relativement stables par rapport aux périodes de référence précédentes, avec 651 963 services liés à la santé fournis, dont un grand nombre aux enfants de moins de cinq ans (26 %) et aux enfants âgés de cinq à dix-huit ans (18 %). Le premier semestre de l'année 2022 a enregistré le plus grand nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation à la santé à ce jour. Les interventions financées par le FFUE pour l'Afrique ont également continué à financer des programmes d'approvisionnement d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), avec 2 162 020 personnes assistées à ce jour. En 2022, ce travail s'est concentré sur la construction ou la réhabilitation de plus de 6 000 infrastructures WASH.

Améliorer la gestion des migrations

Au 30 juin 2022, 88 260 migrants en transit (environ 80 %), des réfugiés et des demandeurs d'asile (19 %), des victimes de la traite des êtres humains (1 %) et des mineurs non accompagnés (moins de 1 %) ont bénéficié de mesures de protection à court terme ou d'une assistance directe, telle que des traitements médicaux ou des articles non alimentaires. Parmi ceux-ci, 6 181 bénéficiaires ont été assistés en 2022, ce qui correspond plus ou moins aux 6 256 au cours du deuxième semestre de 2021. Grâce au financement du FFUE pour l'Afrique, quatre programmes ont également soutenu le retour volontaire de 14 862 personnes, dont 1 151 en 2022 et parmi lesquelles un grand nombre (39%) étaient des migrants en transit à Djibouti. 2 345 migrants de retour (dont 83% étaient retournés au Soudan) ont également reçu une assistance post-arrivée à leur retour en 2022. Au-delà de l'assistance immédiate, le fond du FFUE pour l'Afrique soutient également les efforts de réintégration à plus long terme qui ont bénéficié à 24 885 migrants de retour à ce jour, à savoir 2 896 en 2022 (dont 51% de rapatriés éthiopiens) qui avaient tous été soutenus par le programme de l'Initiative conjointe (JI) UE-OIM. Depuis le début du FFUE, 347 835 personnes ont été touchées par des campagnes de sensibilisation liées à la migration, dont 57 858 migrants potentiels sensibilisés en 2022. Enfin, les projets du FFUE pour l'Afrique ont renforcé 252 institutions et acteurs non étatiques sur la gestion des migrations, ainsi 4 320 personnes ont été formées à la gestion des migrations au premier semestre 2022.

22 59% des personnes ayant bénéficié des interventions en matière d'EFTP sont des adultes de plus de 18 ans.

Le Centre Elman pour la paix et les droits de l'homme, récompensé pour son travail de lutte contre l'extrémisme violent

Le 16 juin 2022, le Prix Roi Baudouin pour le développement de l'Afrique (Prix Afrique de la Fondation Roi Baudouin) 2020 - 2021 a été décerné au Centre Elman pour la paix et les droits de l'homme, une organisation somalienne qui se consacre à la promotion de la paix, au développement du leadership et à l'autonomisation des personnes marginalisées de la société afin qu'elles soient en mesure de prendre elles-mêmes les décisions pour assurer leur bien-être futur.

Le Centre Elman met en œuvre le projet FFUE pour l'Afrique "La force par la tolérance" depuis 2021. Ce projet de 4,7 millions d'euros vise à renforcer le partenariat entre le gouvernement somalien et les communautés locales afin de s'attaquer conjointement aux facteurs à l'origine de l'extrémisme violent. Par l'intermédiaire d'un consortium dirigé par l'Institut européen de la paix, et en collaboration avec la Fondation Africa's Voices, le Centre Elman travaille avec des jeunes et des femmes leaders ainsi qu'avec des communautés. Ses connaissances locales, sa présence prolongée en Somalie et son expérience de travail avec la société civile y compris en dehors de la capitale, Mogadiscio, sont essentielles pour la mise en œuvre de l'action, qui se poursuivra jusqu'à la fin de 2024



@Elman Peace

Plus de la moitié des bénéficiaires se trouvait au Kenya et la formation concernait la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants. Ce qui porte le nombre total des personnes ayant reçu une formation à 29 342 personnes à ce jour.

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

En 2022, 73 632 personnes ont bénéficié d'interventions de consolidation de la paix. Près de la moitié de celles-ci (49%) via le projet Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) DIRECT mis en œuvre par International Rescue Committee (IRC), qui consistait en des activités de prévention et de résolution des conflits visant les réfugiés et les communautés d'accueil au Burundi.

Au total, 924 364 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix et de défense des droits de l'homme grâce au FFUE pour l'Afrique dans la Corne de l'Afrique.

Le premier semestre 2022 représente, à ce jour, le plus haut pourcentage (72%) de communautés affectées par le déplacement participant à des activités de consolidation de la paix financées par le FFUE pour l'Afrique. Afin de renforcer la capacité des parties prenantes locales à soutenir les populations touchées par la violence, les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont également permis de former 4 488 employés du secteur public et des acteurs non étatiques, principalement en matière de prévention des conflits.

Améliorer les conditions d'enseignement au Soudan afin d'autonomiser les générations futures

Dès son plus jeune âge, Hussein était passionné par l'enseignement et avait l'habitude d'enseigner à ses jeunes frères et sœurs et aux autres enfants de son voisinage. Aujourd'hui âgé de 52 ans, Hussein est le directeur et un enseignant de l'école publique primaire d'Alizdihar. Selon les principales organisations internationales et ONG travaillant dans le domaine de l'éducation, actuellement près de 7 millions d'enfants soudanais âgés de six à 18 ans - soit un tiers des enfants en âge de scolarisation - ne sont pas scolarisés. Malgré tous les efforts déployés, ce chiffre a doublé ces dernières années en raison de l'instabilité politique et sécuritaire, de la pandémie de COVID-19, des phénomènes météorologiques et des difficultés socio-économiques. Le projet EQUIP II aide l'école primaire publique d'Alizdihar depuis 2021. Hussein est particulièrement fier des deux nouvelles salles de classe, ainsi que des fournitures scolaires reçues telles que des craies, des cahiers et des vêtements de sport. Il est également reconnaissant pour "le soutien physique et psychologique apporté aux élèves" et "les ateliers de formation destinés aux enseignants et aux membres de l'association parents-enseignants afin de rendre l'environnement de l'école attrayant pour les enfants". Selon lui, les résultats parlent d'eux-mêmes :

« Nous avons réussi à préparer deux classes aux examens finaux de l'État, et les taux de réussite ont été de 81 % et 65 % »

« Le taux de réussite que j'ai obtenu en tant que directeur n'a jamais été égalé depuis que l'école existe, ce qui rend tous les enseignants de l'école et moi-même très fiers » ajoute-t-il.

Plus d'informations sur le projet EQUIP II : Ce projet de 6,6 millions d'euros est mis en œuvre par Save the Children dans le cadre du Programme UE d'amélioration de la qualité de l'éducation II (EQUIP II) et est entièrement financé par l'Union européenne. Il a débuté en 2021 et se poursuivra jusqu'en 2024, dans le but d'améliorer le secteur de l'éducation de base au Soudan. Une attention particulière est accordée aux groupes les plus marginalisés vivant dans des situations vulnérables, notamment les migrants, les personnes déplacées et les réfugiés, en particulier les filles, ainsi que les enfants handicapés. Le projet est mis en œuvre dans quatre États : Khartoum, le Nil Bleu, la mer Rouge et le Kordofan Sud. Il couvre 180 écoles et plus de 60 000 élèves.



Hussein est fier des deux nouvelles salles de classe construites par Save the Children grâce à un projet du FFUE pour l'Afrique @Tarig Bashir

Renforcer la coopération régionale pour lutter contre les flux financiers illicites

Malgré de récents progrès réalisés dans ce domaine, la plupart des pays de la Grande Corne de l'Afrique (GCOA) disposent encore de peu de capacité et compétences d'enquête pour retracer les importants flux d'argent générés par la traite des êtres humains et le trafic de migrants.

Le projet AML/THB GHoA « Perturbation des réseaux criminels de trafic et de contrebande grâce à une capacité accrue de lutte contre le blanchiment d'argent et d'enquête financière dans la Grande Corne de l'Afrique » financé par le FFUE pour l'Afrique (4.9 millions d'euros) et mis en œuvre par CIVIPOL, visait à améliorer la coordination dans ces domaines et les méthodes d'enquête pour cibler les mouvements financiers illicites générés par les organisations criminelles transfrontalières qui profitent de la migration irrégulière, du trafic d'êtres humains et d'autres types de crime organisé.

Jusqu'à sa fin en septembre 2022, le projet a favorisé la signature de 16 mémorandums d'entente parmi les cellules de renseignements financiers des régions. Plus de 5 600 personnes dont 35% de femmes dans 16 pays ont été formées sur les tendances émergentes, telles que l'argent mobile et les actifs/monnaies virtuels. Le projet a aussi aidé à l'élaboration de programmes d'études nationaux et régionaux sur les enquêtes financières. Enfin, un groupe d'experts régionaux a été mis sur pied pour former des formateurs (66 formateurs ont été certifiés par le projet).

« Nous avons formé entre autres des formateurs issus des forces de l'ordre, des services d'immigration et du système judiciaire – explique l'équipe du projet. « Ces employés formés formeront à leur tour leurs pairs. À terme, cela permettra de créer une masse critique au sein des organismes d'État, de sensibilisation et de connaissance du modus operandi des criminels impliqués dans la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent, le trafic de migrants et le financement du terrorisme et nous avons amélioré les en matière d'enquêtes et de poursuites à l'encontre des malfaiteurs, ainsi que de traçage et de confiscation des produits du crime . »

Suite aux nombreux succès du projet, 5 millions d'euros ont été alloués pour lancer une nouvelle phase visant les flux financiers illicites. Les fonds sont fournis par le biais de l'instrument NDICI - Global Europe. Le projet AML-CFT ESCAY "Anti Money Laundering and Counter Financing of Terrorism in Eastern, Southern, Central Africa and Yemen" s'appuiera sur les réalisations du programme CIVIPOL. Il vise à réduire l'incidence de la criminalité organisée transnationale et du terrorisme dans 34 pays africains et au Yémen en améliorant les capacités de réponse nationales et la coopération régionale, interrégionale et internationale contre les transactions financières illicites et le blanchiment d'argent liés à la criminalité transnationale organisée et aux groupes terroristes



Des juges kenyans participent à une formation sur la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme à Mombasa, organisée par le projet en collaboration avec l'Académie judiciaire kenyane. @EU/AML-THB Projet 2021



@gettyimages.com

2.2 Afrique du Nord



85 616

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

24 057

Migrants potentiels touchés par des campagnes d'information sur la migration

ÉGYPTE

13 171

Emplois directs créés ou soutenus

1 664

Personnes recevant des formations professionnelles ou de développement de compétences

3 849 199

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

3 100 100

Personnes touchées par des campagnes sur le développement de la résilience et les droits fondamentaux

LIBYE

220 832

Migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes protégés ou assistés

46 540

Retours volontaires soutenus

30 795

Personnes touchées par des campagnes sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

776

Migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes protégés ou assistés

MAROC

10 816

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

1 785

Employés d'institutions gouvernementales et d'acteurs non étatiques formés à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme

1 453

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

370

Personnes formées sur la gestion et la protection des migrations

TUNISIE

210

Personnes ayant reçu des formations professionnelles et/ou de développement de compétences

159

Migrants de retour ayant reçu des aides à la réintégration



203 853

Personnes ayant bénéficié directement des activités d'intervention d'urgence contre la COVID-19



4 653

Personnes dans le besoin ayant reçu une aide à l'évacuation et à la réinstallation



569

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus



242

Personnes ayant bénéficié de programmes de migration légale et de mobilité

2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2022

Dans la région de l'Afrique du Nord, toutes les activités contribuent à l'Objectif stratégique 3 dans les quatre priorités suivantes :

Protection, retour volontaire, réintégration et stabilisation des communautés.

Cette priorité reçoit le plus grand soutien financier dans la région avec un budget total de 524 millions d'euros, dont 333 millions pour la Libye. En 2022, de nombreux migrants, demandeurs d'asile et réfugiés vulnérables sont restés bloqués dans les pays d'Afrique du Nord, souvent sans sécurité ni protection à long terme ou exclus du marché du travail officiel en raison de leur statut irrégulier. Leur fournir une assistance en matière de protection et soutenir la cohésion sociale au sein des communautés d'accueil est resté une priorité du FFUE pour l'Afrique dans la région de l'Afrique du Nord en 2022.

Depuis leur création, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont soutenu l'évacuation de 4 653 personnes prises en charge en Libye, fourni une assistance au retour humanitaire volontaire à 46 540 migrants bloqués en Libye et apporté une aide à la protection à 160 053 migrants, demandeurs d'asile et réfugiés vulnérables dans toute la région. Celle-ci comprenait le soutien psychosocial, la protection contre la violence sexiste, le logement temporaire et l'aide à la subsistance, le conseil juridique et la recherche des familles, les traitements médicaux et l'assistance en matière de COVID-19. Au total, 1 261 infrastructures sociales (éducation, santé, logement, abris, énergie, eau et assainissement) ont été construites ou réhabilitées et 153 institutions et acteurs non étatiques ont reçu un soutien au renforcement des capacités pour améliorer la prestation de services. Quelque 4 millions de personnes, y compris les communautés d'accueil, bénéficient désormais d'un meilleur accès aux services de base et 3 millions de personnes ont été touchées par des campagnes de sensibilisation aux pratiques de renforcement de la résilience et aux principes des droits fondamentaux. Au total, 198 stratégies, lois et politiques ont été élaborées et 10 348 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits, de cohésion sociale et de protection des droits de l'homme. En termes d'opportunités économiques et d'emploi, dans toute la région, 7 313 personnes ont reçu une formation professionnelle, tandis que 2 230 activités génératrices de revenus ont été développées, 15 495 emplois ont été créés et 591 micro, petites et moyennes entreprises ont été soutenues.

Manal tricote son avenir un fil à la fois.

« Toute ma famille est rentrée chez elle au Yémen. Je suis ici en Égypte, seule avec mes deux filles. Il a été très difficile pour moi de trouver une opportunité d'emploi qui convenait à ma situation. »

Dans un premier temps, Manal a décidé de développer son amour pour le tricot et a commencé à apprendre par elle-même à la maison. Elle a acheté du matériel bon marché pour passer la phase d'essais et d'erreurs. Plus tard, Manal s'est inscrite au programme Masar Egaby de Save the Children, afin de lancer sa propre ligne de tricot.

« L'équipe m'a beaucoup soutenue dans ma situation. Ma petite fille a assisté à toutes les formations avec moi et tout le monde l'a mise à l'aise. Être capable de me remettre en jeu sans avoir à me soucier de mes enfants était le plus grand défi pour moi, et Save the Children m'a aidé à le relever. »

Après avoir reçu sa subvention, Manal a acheté des quantités importantes de matériel et a commencé à produire divers vêtements et produits tricotés. Elle participe désormais régulièrement aux marchés et aux journées portes ouvertes et a gagné la confiance de ses clients.

« Je sais maintenant comment négocier avec mes clients et écouter leurs commentaires. Je suis également capable de déterminer mes groupes cibles et les endroits où je peux les trouver. Le programme m'a donné la force de réussir, car après le soutien que j'ai reçu pendant la formation, il est hors de question que je les laisse tomber. »

Manal espère continuer à développer sa ligne de tricots, participer à des marchés autant que possible et apprendre comment faire face financièrement à l'inflation.



@Save the Children

Gestion intégrée des frontières

Cette priorité est la deuxième plus soutenue par le FFUE pour l'Afrique dans la région avec un budget total de 285 millions d'euros, dont 175 millions d'euros pour le Maroc. En 2022, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes en transit ont continué à être confrontés à diverses violations des droits de l'homme, combinées à des risques élevés d'abus et d'exploitation le long des routes migratoires - parmi ces risques : la faim, la soif, le vol, l'extorsion, le kidnapping, les attaques violentes, la détention illégale, le viol, les abus sexuels, le travail forcé et la mort.

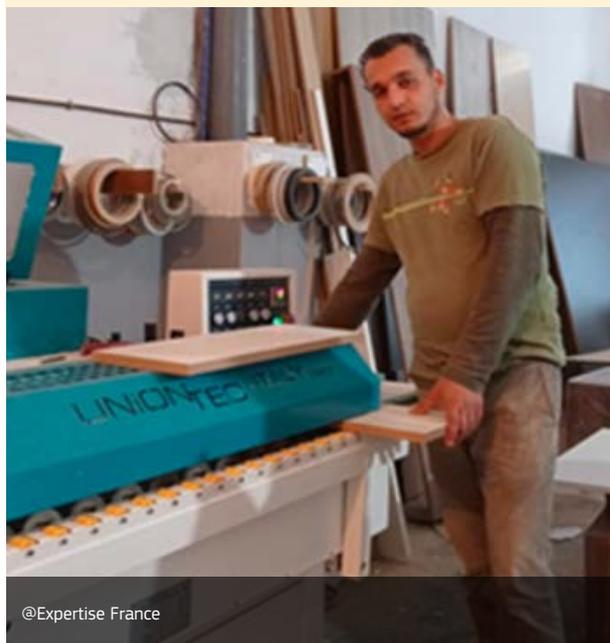
Les programmes du FFUE pour l'Afrique ont soutenu neuf institutions et acteurs non étatiques en renforçant leurs capacités ou en leur apportant un soutien opérationnel dans des domaines liés à la gestion des frontières et à la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains. 28 entités d'infrastructure publique et civile ont été construites ou réhabilitées, principalement en Libye, et 50 296 biens d'équipement ont été fournis (notamment des véhicules terrestres et maritimes, des équipements informatiques et techniques, des équipements de protection individuelle et des kits d'enquête ou de médecine légale). 3 120 employés d'institutions gouvernementales, de forces de sécurité intérieure et d'acteurs non étatiques concernés ont reçu des formations sur la gouvernance, la prévention des conflits et les normes internationales en matière de droits de l'homme, et 122 événements de sensibilisation (touchant 34 679 personnes) ont été organisés sur des thèmes liés à la migration sûre, ordonnée et régulière. Un total de 75 869 migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ont également bénéficié de mesures de protection à court terme ou d'une assistance directe lors des opérations de recherche et de sauvetage, aux points de débarquement et dans les centres de détention.

Migration et mobilité des travailleurs

La mise en place de voies de migration légales durables vers l'Europe est un processus complexe et long. Avec l'augmentation du nombre de migrants en 2022, dépassant même parfois les niveaux d'avant la pandémie de COVID-19, ce problème est revenu au premier plan des débats politiques.

Retourner chez soi pour entamer une nouvelle vie

Ben Hissi est arrivé en France de manière irrégulière en octobre 2018 avec l'espoir d'améliorer sa situation financière et sociale. Compte tenu de son faible niveau d'études antérieur et de son manque d'expérience professionnelle, ses chances d'intégration en France étaient limitées. Après six mois sans revenu fixe ni logement stable, il a décidé de retourner en Tunisie, son pays d'origine. M. Hissi a retiré sa demande d'asile en mars 2019 et a soumis à la place une nouvelle demande à l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), pour son retour volontaire assisté en Tunisie. L'OFII l'a orienté vers "Tounesna", le dispositif national tunisien pour les rapatriés tunisiens, créé dans le cadre du projet ProGreS Migration financé par le FFUE pour l'Afrique et mis en œuvre par Expertise France. Après une analyse minutieuse de son profil, le Comité d'éligibilité à l'aide à la réintégration du dispositif Tounesna lui a proposé une aide à la réintégration via des opportunités d'emploi dans une menuiserie spécialisée dans des meubles sur mesure, ce qui s'est avéré être une parfaite adéquation. M. Hissi a commencé par un stage d'initiation de 3 mois, lui permettant d'apprendre le métier, de maîtriser les outils de travail et d'acquérir des compétences. Après son stage initial, M. Ben Hissi, grâce à son professionnalisme et sa motivation, s'est vu proposer un contrat fixe à la menuiserie. Il travaille aujourd'hui comme menuisier en Tunisie, avec un emploi et des revenus stables.



@Expertise France

Au cours des dernières années, le FFUE pour l'Afrique a renforcé les capacités dans la région de l'Afrique du Nord afin d'améliorer la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre, de développer des approches innovantes et de favoriser les programmes de mobilité des États membres de l'UE.

Le budget total alloué à cette priorité est de 35 millions d'euros. Ces initiatives pilotes ont permis de renforcer les capacités de 18 institutions en matière de migration de main-d'œuvre et de promouvoir le développement de 31 stratégies, lois, politiques et plans. Elles ont aussi soutenu la mise en place de structures et d'outils de soutien en Égypte, au Maroc et en Tunisie nécessaires pour piloter des programmes de mobilité avec trois États membres de l'UE (Allemagne, Belgique et France).

Ces structures et outils sont nés sous la forme en particulier de dispositifs juridiques appropriés, de la reconnaissance des qualifications et de procédures permettant d'identifier les secteurs et les couloirs de migration de la main-d'œuvre sur la base de la complémentarité des compétences. Globalement, 753 personnes ont reçu des formations professionnelles ou de développement des compétences pour faciliter la migration régulière de la main-d'œuvre, 242 personnes ont bénéficié de programmes de mobilité de la main-d'œuvre et six initiatives de coopération sud-sud ont été développées pour faciliter celle entre les régions du Maroc, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal. En outre, plusieurs analyses liées à la migration de la main-d'œuvre ont été élaborées. Celles-ci comprenaient une étude sur l'impact de la COVID-19, une cartographie des services d'orientation avant le départ au Maroc et une analyse de la situation sur l'intégration régionale des politiques de migration de la main-d'œuvre.

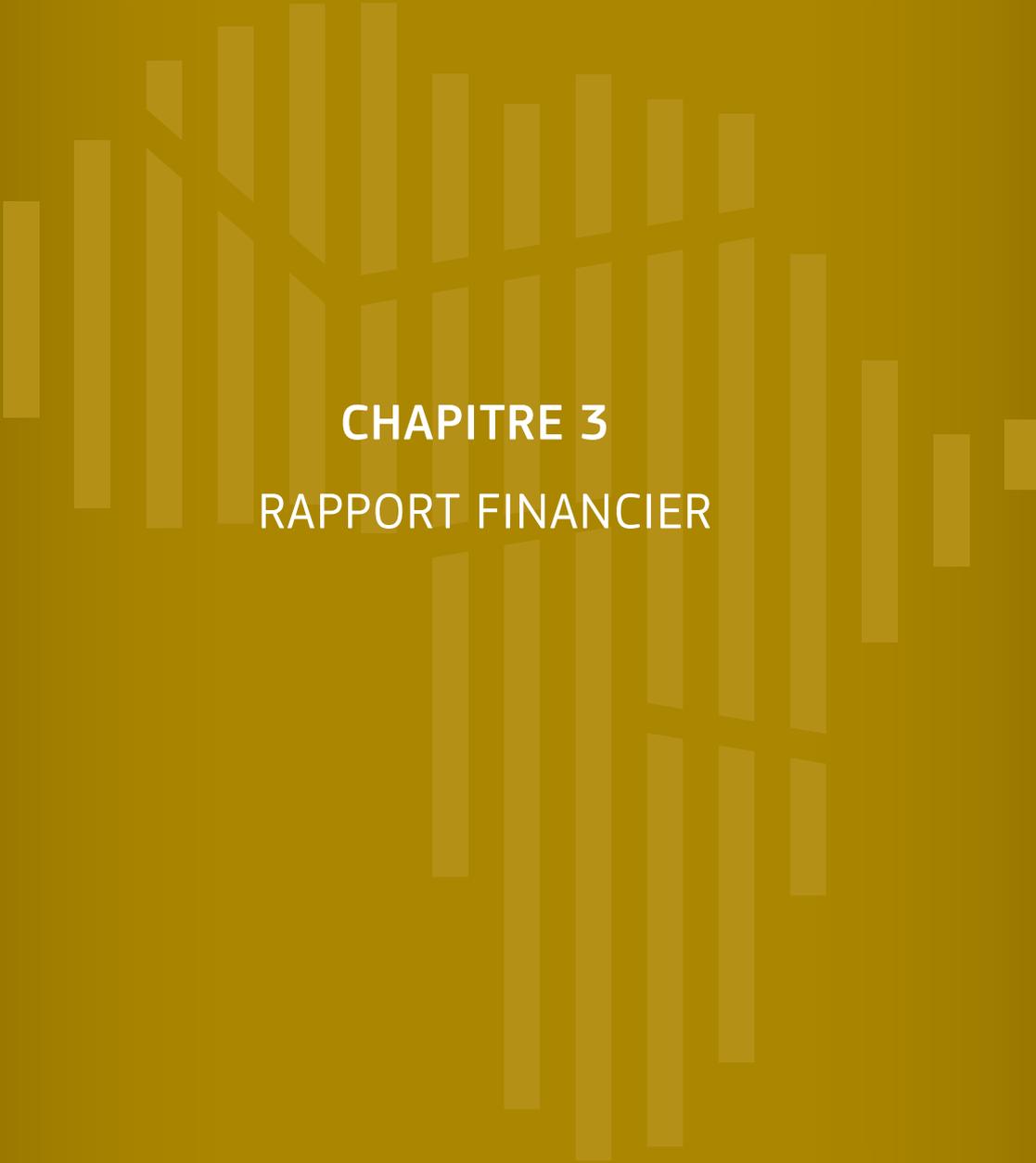
Améliorer la gouvernance des migrations

Douze programmes du FFUE pour l'Afrique, au total, contribuent principalement à cette priorité stratégique avec un budget de 43 millions d'euros.

Six stratégies, politiques et plans sur la gouvernance des migrations ont été élaborés ou mis en œuvre au Maroc et en Tunisie et 4 828 employés d'entités publiques nationales et locales et d'organisations de la société civile ont reçu des formations pour renforcer leurs capacités en matière de gestion des migrations (au profit de 184 institutions et acteurs non étatiques).

En termes de retours volontaires assistés, 6 486 personnes ont été aidées à retourner volontairement dans leur lieu d'origine, 545 migrants de retour ayant bénéficié d'une assistance après leur arrivée et 2 287 d'une assistance à la réintégration.

En ce qui concerne la collecte, la gestion et l'analyse des données, neuf études de terrain et autres recherches ont été menées en Tunisie et au Maroc, six systèmes d'information ont été développés et une initiative de coopération a été soutenue entre des régions en Tunisie et en France.



CHAPITRE 3
RAPPORT FINANCIER

3.1 Montants annoncés et reçus

Ce rapport financier est établi conformément à l'article 7.2 (d) de l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique. Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des contributions au FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2022. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres du FFUE pour l'Afrique en fonction des informations d'affectation contenues dans le Certificat de Contribution. Conformément à l'Accord Constitutif, l'affectation n'est possible que par fenêtre. Si aucune affectation n'a été demandée, la répartition suivante s'applique :

Fenêtre SAH (A) Sahel et lac Tchad : 40 %

Fenêtre HOA (B) Corne de l'Afrique : 40 %

Fenêtre NOA (C) Afrique du Nord : 20 %

Le tableau 4 fournit des informations sur les contributions des contributeurs extérieurs (c'est-à-dire les États Membres et autres donateurs extérieurs), comme suit :

- Contributions annoncées : financement total au FFUE pour l'Afrique tel qu'accordé par les donateurs (c'est-à-dire les contributions annoncées de manière formelle mais qui n'ont pas encore été officiellement confirmées par un Certificat de Contribution).
- Contributions certifiées : contributions soutenues par un Certificat du contributeur externe.
- Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2022, 623 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change officiel de la Commission européenne.

Le tableau 5 fournit des informations sur les contributions des budgets de l'UE et du FED, comme suit :

- Contributions annoncées : financement total du FFUE pour l'Afrique comme convenu par les donateurs.
- Contributions certifiées : contributions soutenues par une décision de financement de la Commission. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2022, le montant total des contributions certifiées provenant des budgets de l'UE et du FED s'élevait à 4 438.5 millions d'euros.
- Contributions reçues : celles reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2022, un montant de 3 872 millions d'euros provenant des budgets de l'UE et du FED avait été rendu disponible pour les paiements et 4 495 millions en tout (comprenant les contributions des contributeurs externes).

Les intérêts produits par les liquidités reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique sont indiqués à la section III du Tableau 5.

Tableau 4. Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des contributeurs extérieurs

Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2022 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Autriche	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000	3 000 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	1 200 000	1 200 000	1 200 000			1 200 000
Belgique	10 000 000	10 000 000	5 500 000	500 000	4 000 000	10 000 000
	2 000 000	2 000 000	2 000 000			2 000 000
Bulgarie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	500 000	500 000	200 000	200 000	100 000	500 000
Croatie	200 000	200 000		100 000.00	100 000.00	200 000
	100 000	100 000	100 000.00			100 000
	300 000	300 000	200 000.00		100 000.00	300 000
Chypre	100 000	100 000			100 000.00	100 000
République Tchèque	740 000	740 000		740 000		740 000
	8 750 000	8 750 000			8 750 000	8 750 000
	921 624	921 624			921 624	921 624
Danemark	6 001 920.61	6 001 920.61	2 400 768.24	2 400 768.24	1 200 384.12	6 001 921
	4 031 011.92	4 031 011.92			4 031 011.92	4 031 012
	10 076 311.26	10 076 311.26	2 720 604.04	3 325 182.72	4 030 524.50	10 076 311
	10 050 655.30	10 050 655.30	3 350 218.43	3 350 218.43	3 350 218.43	10 050 655
	13 393 528.71	13 393 528.71		13 393 528.71		13 393 529
	6 692 096.63	6 692 096.63	2 007 629.00	2 676 838.63	2 007 629.00	6 692 097
	3 085 964.23	3 085 964.23	3 085 964.23			3 085 964.23
2 683 447.16	2 683 447.16	2 683 447.16			2 683 447.16	
Estonie	150 000	150 000			150 000.00	150 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Finlande	5 000 000	5 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	5 000 000
	2 500 000	2 500 000		2 500 000		2 500 000
	2 000 000	2 000 000		2 000 000		2 000 000
France	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000			6 000 000
Allemagne	3 000 000	3 000 000	1 200 000.00	1 200 000.00	600 000.00	3 000 000
	48 000 000	48 000 000	38 400 000.00		9 600 000.00	48 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000.00	3 000 000
	100 000 000	100 000 000			100 000 000.00	100 000 000
	3 500 000	3 500 000			3 500 000.00	3 500 000
	25 000 000	25 000 000	25 000 000.00			25 000 000
	42 500 000	42 500 000	30 500 000.00		12 000 000.00	42 500 000
	3 500 000	3 500 000	3 500 000.00			3 500 000
3 500 000	3 500 000	3 500 000.00			3 500 000	
Grèce	50 000	50 000			50 000.00	50 000
Hongrie	700 000	700 000		700 000		700 000
	8 750 000	8 750 000			8 750 000	8 750 000
Irlande	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000.00	1 200 000.00	600 000.00	3 000 000
		9 000 000	3 600 000.00	3 600 000.00	1 800 000.00	9 000 000
	755 000	755 000		755 000.00		755 000
Italie	10 000 000	10 000 000	4 000 000	5 000 000	1 000 000	10 000 000
	7 000 000	7 000 000	7 000 000			7 000 000
	15 000 000	15 000 000	15 000 000			15 000 000
	50 000 000	50 000 000	50 000 000			50 000 000

Tableau 4. Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des contributeurs extérieurs - Partie 2

Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2022 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Italie	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000
	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
	2 000 000	2 000 000	2 000 000.00			2 000 000
	2 000 000	2 000 000		2 000 000		2 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000.00			6 000 000
	11 000 000	11 000 000	8 000 000.00		3 000 000	11 000 000
Lettonie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	250 000	250 000			250 000	250 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
Lituanie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
	200 000	200 000			200 000	200 000
Luxembourg	3 100 000	3 100 000	3 000 000	100 000		3 100 000
	1 000 000	1 000 000	800 000		200 000	1 000 000
Malte	250 000	250 000		125 000	125 000	250 000
	75 000	75 000			75 000	75 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Pays-Bas	15 000 000	15 000 000	3 000 000	12 000 000		15 000 000
	1 362 000	1 362 000		1 362 000		1 362 000
	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000
	3 000 000	3 000 000	3 000 000			3 000 000
Norvège	3 593 344	3 593 344	1 113 936.65	2 479 407.37		3 593 344
	5 272 037	5 272 037	1 581 611.14	1 581 611.14	2 108 815	5 272 037
	6 287 002	6 287 002	2 095 667.21	2 095 667.21	2 095 667	6 287 002
	6 195 595	6 195 595	2 065 198.31	2 065 198.31	2 065 198	6 195 595
	5 503 931	5 503 931	1 834 643.57	1 834 643.57	1 834 643.57	5 503 931
Pologne	1 100 000	1 100 000		1 100 000		1 100 000
	7 070 136	7 070 136			7 070 136	7 070 136
	2 380 612	2 380 612			2 380 612	2 380 612
Portugal	250 000	250 000	100 000.00	100 000.00	50 000.00	250 000
	200 000	200 000	80 000.00	80 000.00	40 000.00	200 000
	1 350 000	1 350 000	675 000.00		675 000.00	1 350 000
	3 200 000	3 200 000	1 600 000.00		1 600 000.00	3 200 000
Roumanie	100 000	100 000	40 000.00	40 000.00	20 000.00	100 000
Slovaquie	500 000	500 000	200 000.00	200 000.00	100 000.00	500 000
	100 000	100 000		100 000		100 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	8 250 000	8 250 000			8 250 000	8 250 000
Slovénie	500 000	500 000	500 000			500 000
	50 000	50 000	20 000.00	20 000.00	10 000.00	50 000
	50 000	50 000	20 000.00	20 000.00	10 000.00	50 000
Espagne	30 000	30 000	30 000.00			30 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000.00	1 200 000.00	600 000.00	3 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000.00			6 000 000
Suède	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	92 584	92 584		92 584		92 584
	5 664 202	5 664 202		5 664 202		5 664 202
Suisse	4 100 000	4 100 000	1 640 000.00	1 640 000.00	820 000.00	4 100 000
Royaume-Uni	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000.00	3 000 000
	7 500 000	7 500 000	3 500 000	2 000 000	2 000 000.00	7 500 000
	7 500 000	7 500 000	3 500 000	2 000 000	2 000 000.00	7 500 000
Total des contributions extérieures	623 158 002	623 158 002	281 404 688	101 001 850	240 751 464	623 158 001.75

Tableau 5. Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

II = Programme	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres*	Attribution par fenêtre			31/12/2022 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Reserve of the 11th EDF (38-801)	1 000 000 000	1 000 000 000	666 666 667	333 333 333		1 000 000 000
RIP West Africa 11th EDF (38-801)	200 000 000	200 000 000	200 000 000			200 000 000
RIP Central Africa 11th EDF (38-811)	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
RIP EASAI0 11th EDF (38-807)	50 000 000	50 000 000		50 000 000		50 000 000
NIP ET 11th EDF (38-807)	30 000 000	30 000 000		30 000 000		30 000 000
DG NEAR (admin credits)*	500 000	500 000			500 000	500 000
DG NEAR - C(2016)3505**; C(2017)2453; C(2017)8287; C(2019)3480; C(2020)3368; (2020)4581	411 211 675	411 211 675			411 211 675	308 811 675
DG NEAR - C(2016)7277	25 000 000	25 000 000			25 000 000	25 000 000
DG ECHO (C(2015)8936)**; C(2016) 8795	50 000 000	50 000 000	20 000 000	20 000 000	10 000 000	40 000 000
SSP SS EDF (38-815)	86 400 000	86 400 000		86 400 000		86 400 000
El Nino Horn of Africa - DCI FOOD (39-550)	23 000 000	23 000 000		23 000 000		23 000 000
El Nino Horn of Africa - Reserve of the 11th EDF (39-736; C(2016)6843)	43 500 000	43 500 000		43 500 000		43 500 000
El Nino SAHEL DCI FOOD (C(2016)5207;39-550; contract n°2017/383-433)	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
El Nino SAHEL EDF (C(2016)6843; 39-650; contract n°2017/383-426)	25 000 000	25 000 000	25 000 000			25 000 000
DCI DEVCO B - MIGR (38-974)**	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
Sudan Special Measure EDF (39-789)	100 000 000	100 000 000		100 000 000		100 000 000
Reserve of the 11th EDF (39-883)	500 000 000	500 000 000	368 000 000	132 000 000		500 000 000
DCI PANAF (38-855)	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
RIP EASAI0 - IGAD Peace and Security envelope EDF (C(2017)2395;386-661)	45 000 000	45 000 000		45 000 000		45 000 000
NIP Somalia EDF C(2017)1721 (039-896)	200 000 000	200 000 000		200 000 000		200 000 000
DG HOME AMIF	135 000 000	135 000 000	10 000 000	10 000 000	115 000 000	105 000 000
DCI MIGRATION (C(2017)6275)	230 000 000	230 000 000	140 000 000	60 000 000	30 000 000	200 000 000
DCI MIGRATION (C(2018)7642)	29 500 000	29 500 000	20 500 000	9 000 000		
DCI Food (C(2017)8765) CRIS 040-160	10 000 000	10 000 000		10 000 000		10 000 000
EDF Sudan - Contribution to the European Union Emergency Trust Fund C(2020)872 -(42611)	100 000 000	100 000 000		100 000 000		100 000 000

Tableau 5. Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED - Partie 2

II = Programme	Contributions promises (EUR)		Contributions certifiées (EUR)			Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres"	Attribution par fenêtre			31/12/2022 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337)	24 533 858	24 533 858		24 533 858		24 533 858
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337) (2019 Rider)	4 906 772	4 906 772		4 906 772		4 906 772
Reserve of the 11th EDF C(2018)4437	500 000 000	500 000 000	375 000 000	125 000 000		500 000 000
RIP and NIP 11th EDF C(2018) 5491	150 000 000	150 000 000		150 000 000		80 000 000
NIP for Eritrea (EDF) C(2019)2960	150 000 000	150 000 000		150 000 000		80 000 000
DG NEAR - C(2018)8220	27 733 626	27 733 626			27 733 626	27 733 626
DG NEAR (2019) 8959	50 717 716	50 717 716			50 717 716	50 717 716
PIN 11ème FED Niger C(2020) 2551	38 425 000	38 425 000	38 425 000			
PIN 11ème FED Burkina Faso (C(2020)2938)	18 670 000	18 670 000	18 670 000			
PIN 11ème FED Mali C(2020)2549	15 000 000	15 000 000	15 000 000			
PIN 11ème FED Chad C(2020) 2550	2 500 000	2 500 000	2 500 000			
EDF South Sudan C(2020)8530 (CRIS 042-949)	1 903 529	1 903 529		1 903 529		1 903 529
EDF transfer in favor of Mali C(2020)9198	60 000 000	60 000 000	60 000 000			
Total des Contributions de l'UE	4 438 502 176	4 438 502 176	1 999 761 667	1 758 577 492	680 163 017	3 872 007 176

TOTAL I+II	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)			Contributions reçues (EUR)	
		All windows	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
	5 061 660 178	5 061 660 178.17	2 281 166 354.98	1 859 579 342.64	920 914 480.55	4 495 165 178

III = Intérêts générés par les liquidités reçues sur le compte bancaire du fonds fiduciaire	
2015 Intérêts bancaires	2 292
2016 Intérêts bancaires	52 135
2017 Intérêts bancaires	1 631
2018 Intérêts bancaires	1 884
2019 Intérêts bancaires	588
2020 Aucun intérêt bancaire reçu en raison de taux d'intérêt négatifs	
2021 Aucun intérêt bancaire reçu en raison de taux d'intérêt négatifs	
2022 Taux d'intérêt négatifs jusqu'à la mi-août 2022	
Intérêts cumulés générés par les liquidités reçues sur le compte bancaire du fonds fiduciaire	58 530
Total I + II + III	4 519 426 613

3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée

Le tableau ci-dessous indique les montants payés au cours de la période considérée par modalité d'exécution budgétaire.

Tableau 6. Total des paiements en 2022

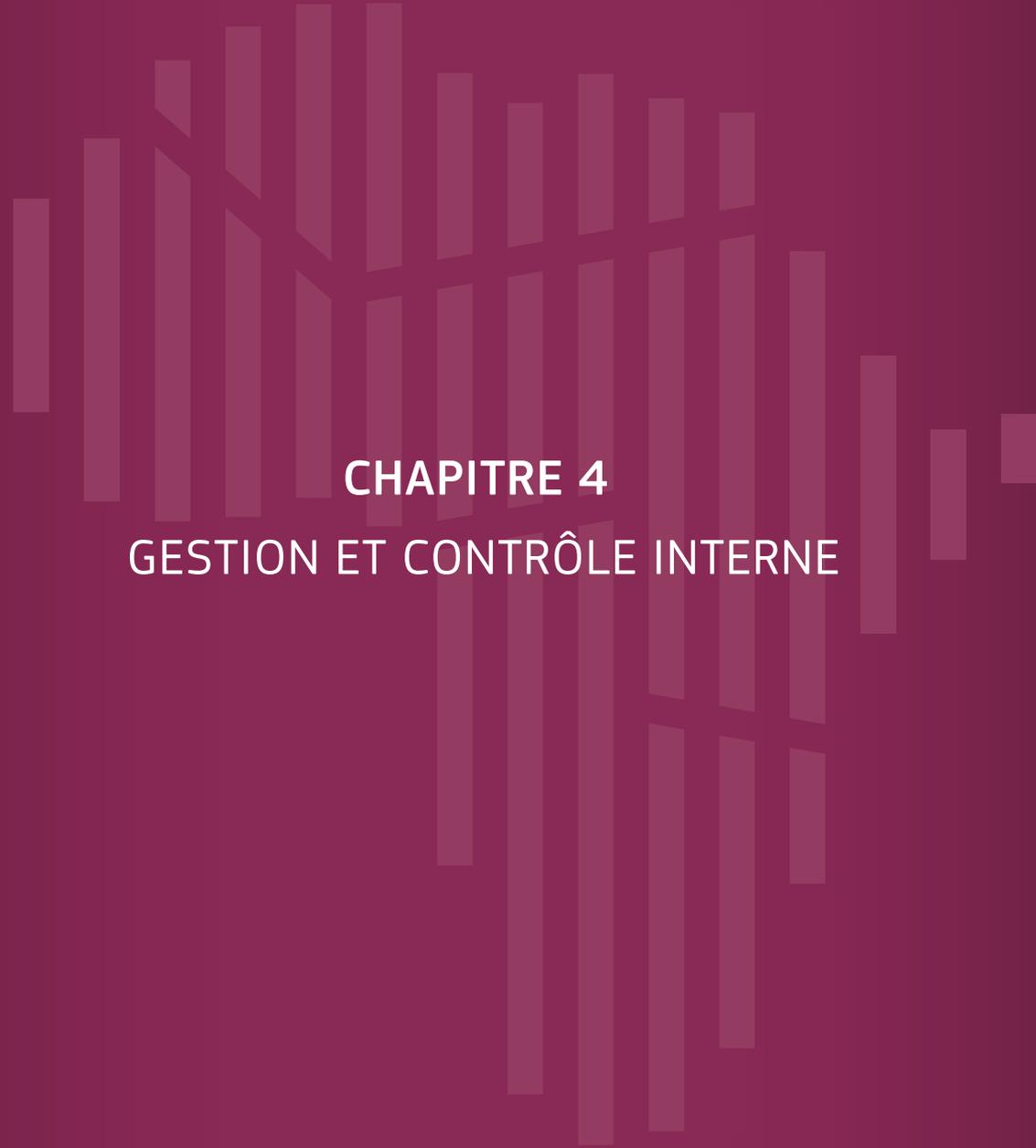
	Total
	Montants (Millions d'euros)
Subventions en gestion directe	155.15
Soutien budgétaire	32.33
Passation de marchés en gestion directe	45.96
Gestion indirecte avec des organisations internationales	107.34
Gestion indirecte avec des agences de développement	94.93
Gestion indirecte avec des pays bénéficiaires	1.69
Autres Contrats/Paiements	0.05
Dépenses Administratives	4.12
Budget UE - Délégations transversales à d'autres DGs	0
Total :	441.57

3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique

Pour couvrir les coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique (salaires et les coûts liés à la rémunération, aux missions et autres frais), 13 624 381 euros avaient été prévus pour 2022 et 12 552 321 euros ont été dépensés par la Commission (INTPA General Budget) durant l'année.

Tableau 7. Coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique en 2022 (euros)

Prévisions pour 2022	13 624 381
Coûts réels :	
a) Salaires du personnel temporaire au siège de l'UE et dans les délégations de l'UE;	8 446 075
b) Dépenses d'appui associées au contrats du personnel (par ex. missions, formation, IT, infrastructure pour les délégations UE);	3 921 246
c) Autres coûts nécessaires pour la gestion globale du FFUE	185 000
Total des coûts en 2022	12 552 321



CHAPITRE 4
GESTION ET CONTRÔLE INTERNE

Le FFUE pour l'Afrique fonctionne avec le même système général de contrôle interne défini par la Commission.

Il a été décidé que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la Direction Générale des Partenariats Internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne pour la gestion et la mise en œuvre de ses opérations sont également applicables au FFUE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la Direction générale Voisinage et Négociations d'Élargissement (DG NEAR) bénéficie d'une sous-délégation de la DG INTPA afin que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures développées par celle-ci pour la gestion et l'exécution de ses opérations soient applicables à cette fenêtre.

Une fois approuvées par le Comité Opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et règlements applicables de la Commission, comprenant celles applicables au FED.

Conformément à l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif d'opérer dans une situation de crise et d'après-crise, des procédures souples adaptées à l'environnement local sont utilisées pour garantir que le Fond soit efficace et réponde aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement Financier et sont définies dans les guides financiers INTPA et NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Les deux directions générales tiennent un registre des exceptions, dérogations et autorisations préalables accordées au titre du FFUE pour l'Afrique comprenant aussi les cas de non-conformité détectés pendant l'année.

La mise en œuvre des projets est prévue en gestion directe lorsque le FFUE de l'UE pour l'Afrique est l'autorité contractante et signe les contrats d'achat et de subvention ou en gestion indirecte lorsque la mise en œuvre du projet est déléguée à un tiers, notamment à une agence d'un État membre de l'UE ou à une organisation internationale. Les entités candidates auxquelles seront confiées des tâches d'exécution du budget doivent démontrer un niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'UE équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles ex-ante sont effectués par le personnel du FFUE pour l'Afrique pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du Fonds.

Conformément aux modèles contractuels et à la politique d'audit d'INTPA et de NEAR, des audits/vérifications des dépenses sont prévus dans les contrats ou peuvent être lancés par le FFUE pour l'Afrique de sa propre initiative sur la base d'une analyse des risques.

Le FFUE pour l'Afrique est inclus dans le plan d'audit annuel de la Direction Générale. Un total de 22 contrats/projets dans le cadre du FFUE ont été sélectionnés pour un audit et/ou une vérification financière lors du plan d'audit annuel de la DG INTPA 2023 qui doit encore être approuvé. Le FFUE pour l'Afrique est également inclus dans l'exercice "Taux d'erreur résiduel" (contrôles ex-post), tout comme d'autres programmes/instruments gérés par la DG INTPA et la DG NEAR.

Les comptes du FFUE pour l'Afrique font également l'objet d'un audit externe annuel.

Les managers du FFUE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organes de contrôle, notamment du Service d'Audit Interne (IAS) et de la Cour des comptes, afin de fournir une évaluation de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des contractants/bénéficiaires.

L'Office européen de Lutte Anti Fraude (OLAF) exerce sur l'ensemble du FFUE pour l'Afrique, sur ses organes de gouvernance et sur les représentants des donateurs et sur les observateurs participant à ces organes compris, les mêmes pouvoirs que ceux qu'il exerce à l'égard des autres activités de la Commission.

4.1 Résultats du contrôle

Efficacité du contrôle en ce qui concerne la légalité et la régularité

Résultats des contrôles ex ante

À la fin de 2022, les contrôles ex ante avaient détecté un total de 8 096 873 euros de dépenses inéligibles, ce montant inéligible représente 1.07 du total des décaissements de l'année.

Résultats des audits externes

L'audit externe annuel des comptes du FFUE pour l'Afrique pour l'année 2021 a été conclu de manière satisfaisante.

En ce qui concerne l'année 2022, un audit externe des comptes est actuellement en préparation.

Prévention et détection de la fraude

Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent. Par conséquent, le FFUE pour l'Afrique est soumis à la compétence de l'OLAF en matière de lutte antifraude et les règles de l'OLAF concernant la gestion des informations y afférentes s'appliquent.

4.2 Observations et recommandations du Service d'audit interne (IAS) et de la Cour des comptes européenne (CCE)

Un rapport sur un audit de performance du FFUE pour l'Afrique a été publié fin 2018. Le FFUE pour l'Afrique a accueilli favorablement les recommandations de la CCE et a pris les mesures appropriées pour les mettre en œuvre.

La CCE a prévu un deuxième audit de performance du FFUE pour l'Afrique. Les travaux préparatoires ont commencé au cours des derniers mois de 2022. L'audit aura lieu en 2023 et le rapport devrait être publié en 2024.

Le service d'audit interne de la Commission n'a pas encore réalisé un rapport sur le FFUE pour l'Afrique.

4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le FFUE pour l'Afrique fonctionne dans le cadre du système général de contrôle interne établi par la Commission. Dans ce cadre, le FFUE pour l'Afrique a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne appropriés à la réalisation des objectifs de politique et de contrôle, conformément aux normes et compte tenu des risques liés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle interne a été assuré en permanence par les gestionnaires du FFUE et ajusté et complété si nécessaire.

Des exceptions et des dérogations sont appliquées si nécessaires et lorsqu'elles sont justifiées, comme permis par les procédures du FFUE. Elles comprennent les dérogations aux règles de nationalité et d'origine ainsi qu'une réduction du délai de présentation des offres. Des approbations pour les attributions directes de subventions ou les procédures négociées de marchés de services ont également été appliquées dans des cas justifiés. La majorité de ces procédures sont de préférence identifiées ab-initio et toutefois contenues dans le document d'action de chaque programme respectif soumis à l'approbation du Comité opérationnel compétent du FFUE pour l'Afrique.

Les exceptions, les dérogations, les autorisations préalables et les cas de non-conformité survenus au cours de la période considérée ont été enregistrés et documentés. Peu de cas d'événements non-conformes ont été détectés. Ils ont toutefois été identifiés, dûment corrigés et signalés.

Les gestionnaires du FFUE pour l'Afrique ont pris les mesures appropriées pour veiller à ce que les intérêts financiers de l'Union et des donateurs soient protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités ou une fraude sont détectées, par le recouvrement des montants indûment versés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission à effectuer des contrôles sur place, à suspendre les paiements et la mise en œuvre des actions lorsque des irrégularités ou des fraudes graves sont constatées et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnées et dissuasives.



The background features a series of vertical bars of varying heights and widths, some of which are grouped together. A faint grid pattern is overlaid on the bars, creating a sense of depth and structure. The overall color scheme is a monochromatic range of reds and pinks.

CHAPITRE 5

ANNEXES

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Burkina Faso	Retour de la confiance et renforcement des capacités sécuritaires au Burkina Faso (renforces Burkina Faso iii)	7 000 000.00	7 000 000.00	3 170 916.00	3 829 084.00
	Appui à la justice au Burkina Faso pour renforcer la lutte contre l'impunité au travers d'une justice plus accessible et efficace	10 000 000.00	9 800 000.00	4 896 882.75	4 903 117.25
	TUUMA - Appui à la compétence professionnelle, l'entreprenariat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales du Burkina Faso	8 000 000.00	8 000 000.00	7 831 999.60	168 000.40
	Programme d'appui à l'emploi dans les zones frontalières et périphériques	7 000 000.00	6 964 129.87	6 964 129.87	0
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Burkina Faso	8 300 000.00	8 300 000.00	8 000 000.00	300 000.00
	Programme LRRD de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso	30 000 000.00	29 908 389.08	29 834 127.08	74 262.00
	Insertion et stabilisation socio économique des jeunes et femmes dans la province du Seno (Région du Sahel)	5 200 000.00	5 153 327.58	5 153 327.58	0
	Protection des jeunes dans les zones à risque au Burkina Faso à travers l'éducation et le dialogue.	9 000 000.00	9 000 000.00	7 757 911.00	1 242 089.00
	Prévention de l'extrémisme violent autochtone, rétablir une cohésion sociale au nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste	9 600 000.00	9 487 559.42	8 570 284.08	917 275.34
	Appui budgétaire pour la mise en œuvre du programme d'urgence Sahel du Burkina Faso	75 000 000.00	74 514 469.15	74 443 094.75	71 374.40
	Programme d'appui à la gestion intégrée des frontières au Burkina Faso (PAGIF-BF)	30 000 000.00	30 000 000.00	29 944 070.26	55 929.74
TOTAL BURKINA FASO		199 100 000.00	198 127 875.10	186 566 742.97	11 561 132.13
Côte D'ivoire	Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'Etat civil et de l'identification de Côte d'Ivoire	5 000 000.00	4 949 739.82	4 134 871.92	814 867.90
	Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du covid 19 en Côte d'Ivoire	25 000 000.00	24 891 880.00	24 841 880.01	49 999.99
TOTAL COTE D'IVOIRE		30 000 000.00	29 841 619.82	28 976 751.93	864 867.89
Cameroun	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun	3 300 000.00	3 300 000.00	3 300 000.00	0
	Résilience- programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du Cameroun	20 000 000.00	19 841 744.38	19 841 744.38	0
	Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'extrême nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (approche himo)	10 000 000.00	10 000 000.00	10 000 000.00	0
	Projet de promotion de l'emploi et renforcement de la résilience au nord Cameroun (extrême-nord, nord et Adamaoua)	7 000 000.00	7 000 000.00	7 000 000.00	0
TOTAL CAMEROUN		40 300 000.00	40 141 744.38	40 141 744.38	0
Ghana	Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana	20 000 000.00	19 780 000.00	15 573 373.67	4 206 626.33
	Strengthening border security in Ghana	5 000 000.00	4 840 000.00	2 364 896.82	2 475 103.18
TOTAL GHANA		25 000 000.00	24 620 000.00	17 938 270.49	6 681 729.51

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Gambie	Digitalising the gambia - Technical assistance to strengthen the ICT sector	1 050 000.00	1 000 000.00	529 438.18	470 561.82
	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in the Gambia	3 900 000.00	3 900 000.00	3 900 000.00	0
	Bbuilding a future - Make it in the Gambia	22 550 000.00	22 372 648.23	21 051 240.23	1 321 408.00
	The Gambia youth empowerment scheme	11 000 000.00	11 000 000.00	11 000 000.00	0
TOTAL GAMBIE		38 500 000.00	38 272 648.23	36 480 678.41	1 791 969.82
Guinée	Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée	8 000 000.00	8 000 000.00	6 000 000.00	2 000 000.00
	Projet pilote d'amélioration du système d'état civil guinéen par l'effet catalyseur de la digitalisation	5 000 000.00	4 950 000.00	3 288 076.00	1 661 924.00
	Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA)	61 250 000.00	60 919 353.25	59 707 127.46	1 212 225.79
TOTAL GUINÉE		74 250 000.00	73 869 353.25	68 995 203.46	4 874 149.79
Mali	Common operational partnership (COP) MALI	2 850 000.00	2 800 000.00	1 821 287.66	978 712.34
	"Programme de soutien à la transition en République du Mali (PST-ML)	63 325 000.00	63 107 228.13	24 536 403.54	38 570 824.59
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Mali	15 000 000.00	14 680 000.00	14 680 000.00	0
	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali: appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé	25 000 000.00	25 000 000.00	21 415 756.35	3 584 243.65
	L'emploi des jeunes crée des opportunités, ici au Mali	20 000 000.00	20 000 000.00	18 777 221.88	1 222 778.12
	Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali	25 000 000.00	24 341 049.00	24 341 049.00	0
	Renforcement des opportunités économiques et de la sécurité alimentaire des populations des régions de Sikasso, Kayes et Koulikoro	13 576 233.00	13 500 000.00	12 289 711.63	1 210 288.37
	Relance de l'économie et appui aux collectivités II	10 000 000.00	10 000 000.00	10 000 000.00	0
	Sécurité et développement au nord du Mali - phase 2 (SDNM)	13 000 000.00	13 000 000.00	13 000 000.00	0
	Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine	6 000 000.00	5 955 060.00	5 789 350.00	165 710.00
	Programme jeunesse et stabilisation (PROJES) régions du centre du Mali	43 500 000.00	43 500 000.00	32 095 185.72	11 404 814.28
	"Programme d'actions à impact rapide pour la stabilisation des régions du centre Mali "	8 100 000.00	7 978 551.85	6 900 238.94	1 078 312.91
	Programme d'appui au renforcement de la sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC MOPTI-GAO)	43 656 666.00	43 541 828.63	30 071 937.63	13 469 891.00
	"Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao (ADEL) "	13 000 000.00	13 000 000.00	13 000 000.00	0
TOTAL MALI		302 007 899.00	300 403 717.61	228 718 142.35	71 685 575.26

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Mauritanie	"Partenariat opérationnel conjoint pour la Mauritanie (POC MAURITANIE)"	4 550 000.00	4 500 000.00	2 230 440.80	2 269 559.20
	Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie	8 000 000.00	8 000 000.00	8 000 000.00	0
	Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie	10 000 000.00	9 999 960.00	7 909 754.74	2 090 205.26
	Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale	14 000 000.00	14 000 000.00	13 740 016.38	259 983.62
	Projet d'appui à la prévention de la radicalisation violente en République Islamique de Mauritanie	5 898 701.81	5 898 701.81	5 898 701.81	0
	Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie	10 000 000.00	10 000 000.00	8 606 217.90	1 393 782.10
	Projet PECOBAT : amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des pme par le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers écoles construction	3 200 000.00	3 183 427.07	3 183 427.07	0
	Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite	2 905 771.65	2 905 771.65	2 905 771.65	0
	"L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	25 000 000.00	25 000 000.00	24 281 831.00	718 169.00
TOTAL MAURITANIE		83 554 473.46	83 487 860.53	76 756 161.35	6 731 699.18
Niger	Création d'une équipe conjointe d'investigation (ECI) pour la lutte contre les rése aux criminels liés au terrorisme	4 500 000.00	4 470 000.00	2 873 127.00	1 596 873.00
	Résilience agro-sylvo-pastorale, ouest Niger	7 000 000.00	6 930 000.00	4 227 491.00	2 702 509.00
	Promoting employment to increase the economic resilience of the local communities in Tillabery - West Niger	8 000 000.00	7 860 000.00	5 570 777.35	2 289 222.65
	Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la garde nationale du Niger	4 500 000.00	4 450 000.00	3 949 816.72	500 183.28
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour durable au Niger (sustainable return from Niger -Sureni)	15 000 000.00	15 000 000.00	15 000 000.00	0
	Plan d'actions à impact économique rapide à Agadez (PAIERA)	7 780 066.59	7 780 066.59	7 780 066.59	0
	Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa	12 000 000.00	12 000 000.00	10 800 000.00	1 200 000.00
	Migrant resource and response mechanism	7 000 000.00	6 999 893.00	6 999 893.00	0
	Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires	32 000 000.00	31 950 000.00	31 950 000.00	0
	Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez	30 000 000.00	30 000 000.00	30 000 000.00	0
	Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique des deux régions	6 210 000.00	6 210 000.00	6 210 000.00	0
	Projet INTEGRE d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa,Niger	10 000 000.00	10 000 000.00	6 388 525.62	3 611 474.38
	Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger	29 550 000.00	29 550 000.00	25 171 273.26	4 378 726.74

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Niger	Création d'une équipe conjointe d'investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants	11 500 000.00	11 500 000.00	11 339 205.00	160 795.00
	Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger	7 600 000.00	7 265 191.87	6 010 276.64	1 254 915.23
	Appui budgétaire à la justice, sécurité intérieure et gestion des frontières au Niger	102 987 805.00	102 718 210.72	96 539 723.79	6 178 486.93
TOTAL NIGER		295 627 871.59	294 683 362.18	270 810 175.97	23 873 186.21
Nigeria	T05-EUTF-SAH-NG-09	50 000 000.00	49 845 801.00	49 376 703.13	469 097.87
	Strengthening migration governance in nigeria and sustainable reintegration of returning migrants	15 500 000.00	15 500 000.00	15 500 000.00	0
	Preventing violent extremism through alternative narratives (PVE-TAN)	2 400 000.00	2 400 000.00	2 160 000.00	240 000.00
	Strengthening psychosocial support, mental health, reintegration and protection services for children in borno, including children associated with Boko Haram	4 500 000.00	4 500 000.00	4 500 000.00	0
	EU support to response, recovery and resilience in Borno state	20 000 000.00	20 000 000.00	19 000 000.00	1 000 000.00
	Linking relief, rehabilitation and development and promoting the stability and safety of communities in displacement in north east Nigeria	11 223 879.92	11 223 879.92	11 223 879.92	0
	Investing in the safety and integrity of nigerian girls (I-SING)	3 326 027.05	3 326 027.05	3 326 027.05	0
	Enhancing state and community level conflict management capability in North Eastern Nigeria	21 000 000.00	21 000 000.00	20 756 145.34	243 854.66
TOTAL NIGERIA		127 949 906.97	127 795 707.97	125 842 755.44	1 952 952.53
Sénégal	T05-EUTF-SAH-SN-09 PASPED : programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au secteur privé et à la création d'emplois au Sénégal.	14 303 200.00	14 303 200.00	14 303 200.00	0
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise	27 900 000.00	27 900 000.00	26 837 462.05	1 062 537.95
	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam	1 100 000.00	1 015 390.66	1 015 390.66	0
	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique	28 000 000.00	27 668 837.24	16 620 248.45	11 048 588.79
	Projet d'appui à la réduction de l'émigration rurale et à la réintégration dans le bassin arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués	18 000 000.00	18 000 000.00	17 383 765.00	616 235.00
	Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanel	8 000 000.00	8 000 000.00	8 000 000.00	0
	Normalisation des conditions de vie des populations directement affectées par le conflit en Casamance	4 500 000.00	4 500 000.00	4 500 000.00	0
	PACERSEN : projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emploi ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natangées) dans des régions à haute potentialité	18 732 871.00	18 732 871.00	18 732 871.00	0

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Sénégal	Développer l'emploi au Sénégal: renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ	40 108 734.00	39 747 810.41	39 210 661.41	537 149.00
	"Partenariat opérationnel conjoint (POC) de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants au Sénégal"	9 000 000.00	9 000 000.00	7 278 421.00	1 721 579.00
TOTAL SÉNÉGAL		169 644 805.00	168 868 109.31	153 882 019.57	14 986 089.74
Tchad	Sécurité et gestion des frontières (SECGEF)	8 250 000.00	8 250 000.00	8 250 000.00	0
	Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad	10 000 000.00	9 998 678.46	9 998 678.46	0
	Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables	23 000 000.00	22 849 977.00	20 554 982.17	2 294 994.83
	Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA)	15 000 000.00	15 000 000.00	13 051 268.59	1 948 731.41
	Résilience et emploi au Lac Tchad (RESTE)	26 147 827.63	25 847 057.57	25 769 082.29	77 975.28
	Projet de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au Tchad (PRCPT)	22 250 000.00	22 250 000.00	22 197 138.34	52 861.66
	Soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité	10 300 000.00	10 300 000.00	8 523 981.00	1 776 019.00
TOTAL TCHAD		114 947 827.63	114 495 713.03	108 345 130.85	6 150 582.18
Régional	CRIALCES - Réponse à la crise alimentaire au centre Sahel : support nutritionnel et relèvement	20 000 000.00	19 900 000.00	14 924 167.00	4 975 833.00
	Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio	2 050 000.00	2 000 000.00	1 834 367.00	165 633.00
	"Contribution au financement du secrétariat de la coalition pour le Sahel (SCS)"	510 000.00	500 000.00	450 000.00	50 000.00
	Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la mode, du « lifestyle » et de l'aménagement d'intérieur	10 000 000.00	10 000 000.00	10 000 000.00	0
	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Ivory Coast, Ghana, Guinea and Guinea bissau	13 930 000.00	13 927 598.18	13 927 598.18	0
	RESILAC: redressement économique et social inclusif du lac Tchad	31 100 000.00	31 100 000.00	31 100 000.00	0
	Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au nord-mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés	20 000 000.00	20 000 000.00	19 994 735.74	5 264.26
	La voix des jeunes du Sahel	2 200 000.00	2 172 174.45	2 172 174.45	0
	Appui à la coopération régionale des pays du G5 et au collège sahélien de sécurité	7 200 000.00	7 200 000.00	7 176 969.83	23 030.17
	Support to the strengthening of police information systems in the broader West Africa region (WAPIS)	8 000 000.00	8 000 000.00	4 750 000.00	3 250 000.00
	IPDEV2: soutenir les entrepreneurs et les très petites et moyennes entreprises (TPME) en Afrique de l'Ouest	15 800 000.00	15 500 000.00	12 211 236.83	3 288 763.17
	Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du golfe de Guinée	17 400 000.00	17 400 000.00	11 811 001.00	5 588 999.00

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Régional	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest	20 000 000.00	20 000 000.00	17 703 503.06	2 296 496.94
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route	125 000 000.00	125 000 000.00	120 466 577.00	4 533 423.00
	"Modernizing and strengthening secure identity chains and documental security (GESTDOC) "	5 000 000.00	5 000 000.00	4 603 909.98	396 090.02
	"ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative "	15 000 000.00	15 000 000.00	9 413 519.00	5 586 481.00
	"Monitoring and learning system for the EUTF Sahel and Lake Chad "	5 000 000.00	4 995 000.00	2 124 991.40	2 870 008.60
	GAR-SI SAHEL (groupes d'action rapides-surveillance et intervention au Sahel)	74 175 338.00	73 155 855.67	68 931 078.00	4 224 777.67
	"La voix des jeunes du Sahel - Dialogue entre jeunes et institutions au Sahel (PHASE II)	5 000 000.00	5 000 000.00	5 000 000.00	0
	"Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel "	147 479 592.41	144 778 519.00	94 475 093.27	50 303 425.73
	"Contribution au financement de l'unité de coordination de l'Alliance Sahel (UCA) "	2 400 000.00	2 400 000.00	2 399 978.00	22
	EU support to the Nnited Nations Development Programme (UNDP) "Regional stabilisation facility for Lake Chad" (RSF)	5 000 000.00	5 000 000.00	4 886 196.82	113 803.18
	Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations	22 400 000.00	22 340 040.00	17 135 745.00	5 204 295.00
	Programme d'appui au g5 pour la sécurité au Sahel (PAGS) PHASE II	10 000 000.00	9 976 523.00	7 323 066.38	2 653 456.62
TOTAL RÉGIONAL		584 644 930.41	580 345 710.30	484 815 907.94	95 529 802.36
Multifenêtre	Research and evidence facility for the Sahel and Lake Chad region and the North of Africa (SLC window)	14 650 000.00	14 642 240.00	10 338 798.97	4 303 441.03
	Technical cooperation facility (SLC window)	11 029 839.53	7 110 516.27	5 700.857.08	1 409 659.19
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route (SLC window)	88 975 000.00	88 975 000.00	78 508 423.00	10 466 577.00
	ERASMUS national agencies - West Africa Trust Fund - H4	10 000 000.00	10 000 000.00	10 000 000.00	0
	ERASMUS nnational agencies - West Africa Trust Fund - H4	5 913 710.00	5 913 710.00	5 878 710.00	35 000.00
TOTAL MULTIFENÊTRE		130 568 549.53	126 641 466.27	110 426 789.05	16 214 677.22
TOTAL SAHEL ET LAC TCHAD		* 2 216 096 263.59	2 201 594 887.98	1 938 696 474.16	262 898 413.82

* Le montant total engagé correspond au montant total approuvé moins les montants désengagés en 2022.

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Djibouti	Solutions perennes pour les populations hotes les refugies et les migrants les plus vulnérables (CRRF)	20 500 000	20 403 634	16 868 397	3 535 237
	Autonomisation et épanouissement des réfugiés via l'éducation l'accès aux services de protection sociale et les opportunités économiques	7 890 000	7 740 000	5 485 000	2 255 000
	Professionaliser Les Jeunes Et Les Professionnels Du Secteur Dans La Filiere Transport-Logistique-Portuaire	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0
TOTAL DJIBOUTI		38 390 000	38 143 634	32 353 397	5 790 237
Érythré	Provision of international air services for humanitarian and development actors in Eritrea	450 000	450 000	450 000	0
	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea	19 179 950	19 179 950	19 179 950	0
	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea – Phase 2	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0
	Strengthening Eritrea's National Statistics and Macro-economic Statistics Systems (SENS)	1 017 284	1 017 284	1 017 284	0
TOTAL ÉRYTHRÉE		35 647 234	35 647 234	35 647 234	0
Ethiopie	Promoting stability and strengthening basic service delivery for host communities and displaced population in Gambella Regional State (GRS) of Ethiopia	13 000 000	12 840 000	4 216 465	8 623 535
	Decentralisation of Disaster Risk Management in Ethiopia	33 500 000	33 245 122	26 099 726	7 145 396
	Stimulating economic opportunities and job creation for refugees and host communities in Ethiopia in support of the Comprehensive Refugee Response Framework (CRRF)	14 750 000	14 554 718	8 047 899	6 506 820
	Building resilience to impacts of El Niño through integrated complementary actions to the EU resilience building programme in Ethiopia (RESET plus)	27 330 349	27 180 349	22 494 115	4 686 234
	Leather initiative for sustainable employment creation (LISEC)	13 750 000	13 502 500	8 976 925	4 525 574
	Sustainable reintegration support to Ethiopian returnees from Europe	15 150 000	15 000 000	10 689 617	4 310 383
	Stability and socio-economic development for vulnerable and marginalised communities in the Tigray region of Ethiopia	6 000 000	5 890 000	1 813 376	4 076 624
	Resilience building and creation of economic opportunities in Ethiopia (RESET II)	45 934 542	45 934 542	45 407 893	526 649
	Shire alliance: energy access for host communities and refugees	3 050 000	3 050 000	2 867 097	182 903
	Regional Development and Protection Programme in Ethiopia (RDPP)	28 758 697	28 758 697	28 696 259	62 438
	Stemming irregular migration in northern & central Ethiopia - SINCE	19 877 550	19 877 044	19 877 044	0
Ethiopia job compact sector reform and performance contract	30 000 000	30 000 000	30 000 000	0	
TOTAL ETHIOPIE		251 101 139	249 832 973	209 186 415	40 646 557
Kenya	Enhancing self-reliance for refugees and host communities in Kenya	33 270 000	32 857 202	22 148 672	10 708 530
	Conflict prevention peace and economic opportunities for the youth	15 000 000	14 644 751	14 031 562	613 189
	Kenya-EU partnership for the implementation of the Kenya CVE strategy	5 500 000	5 300 000	4 753 091	546 909
	Piloting private sector solutions for refugees and host communities in North-West Kenya	5 000 000	4 850 000	4 850 000	0
	Regional Development and Protection Programme in Kenya: Support to the Kalobeyi development programme	14 777 689	14 777 689	14 777 689	0
TOTAL KENYA		73 547 689	72 429 642	60 561 014	11 868 628

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Somalie	Inclusive Local Economic Development - ILED	98 200 000	97 892 186	62 868 783	35 023 403
	Somalia state and resilience building contract	107 400 000	106 921 065	84 852 452	22 068 613
	Enhancing security and the rule of law in Somalia	45 000 000	44 343 820	37 715 507	6 628 313
	Enhancing Somalia's responsiveness to the management and reintegration of mixed migration flows (RE-INTEG)	55 000 000	54 412 498	49 825 814	4 586 684
	RESTORE - Building resilience in northern Somalia	13 000 000	12 500 000	10 211 102	2 288 898
	Promoting a culture of tolerance and dialogue in Somalia	5 000 000	4 900 000	2 527 893	2 372 107
	RESTORE 2 - Building resilience	10 000 000	9 900 000	8 826 395	1 073 605
	Somalia operational support (air transport) services	8 073 542	8 012 435	7 818 264	194 171
TOTAL SOMALIE		341 673 542	338 882 004	264 646 209	74 235 794
Soudan du Sud	Rural Development: feeder roads to strengthen the livelihoods and resilience of rural communities	35 900 000	35 750 000	18 635 176	17 114 824
	Outreach – Support to students in hard to reach areas in South Sudan	14 999 996	14 899 996	10 747 838	4 152 158
	Job Creation and Trade Development for South Sudan	4 974 973	4 849 973	2 063 651	2 786 322
	Rural development: Strengthening smallholders-resilience SORUDEV SSR	14 900 000	14 750 000	12 201 398	2 548 602
	Women Empowerment	4 951 982	4 821 982	2 439 992	2 381 990
	Strengthening the livelihoods resilience of pastoral and agro-pastoral communities in South Sudan's cross-border areas with Sudan Ethiopia Kenya and Uganda	27 730 000	27 580 000	25 666 047	1 913 953
	Building Sustainable Peace and Reconciliation in South Sudan	4 975 000	4 850 000	3 044 236	1 805 764
	Technical Cooperation Facility South Sudan	2 972 000	2 955 309	2 583 452	371 857
	Support to health services in South Sudan	23 800 000	23 650 000	23 577 342	72 658
	Education in emergency programme in four former states in South Sudan	22 388 981	22 258 356	22 222 703	35 653
	IMPACT South Sudan	31 662 477	31 662 477	31 637 376	25 101
	Health Pooled Fund 2	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0
	Support to stabilisation through improved resource economic and financial management in South Sudan	715 429	715 429	715 429	0
TOTAL SOUDAN DU SUD		209 970 838	208 743 522	175 534 640	33 208 882
Soudan	Sudan – Support to Economic Opportunities for Youth and Women	40 000 000	39 700 000	11 640 133	28 059 867
	Sudan - Support to the Economic transition	31 970 000	31 850 000	3 834 210	28 015 790
	Integrating refugee children into the Sudanese Education System	25 000 000	24 850 000	8 048 383	16 801 617
	Improving nutrition and reducing stunting in eastern Sudan through an integrated nutrition and food security approach	26 000 000	26 000 000	9 870 687	16 129 313
	Education Quality Improvement Programme 2 (EQUIP 2)	19 874 875	19 699 875	6 431 508	13 268 367
	Humanitarian-Development Nexus: Strengthening preparedness and response of the health system addressing the COVID-19 Pandemic in Sudan	20 200 000	20 050 000	8 574 565	11 475 435
	Youth Employment Skills (YES)	15 000 000	14 955 000	8 716 222	6 238 778
	HDN: Strengthening a Decentralized Health System for protracted displaced populations in North and South Darfur (HealthPro)	15 000 000	14 871 475	8 784 893	6 086 582

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Soudan	EU OPM Sudan – Support to the Office of the Prime Minister	7 000 000	6 900 000	2 141 758	4 758 242
	Humanitarian Development Nexus: Building Resilient Communities in West Kordofan (BRICK)	10 000 000	10 000 000	5 631 725	4 368 275
	Support to sustainable peace rule of law and human rights during Sudan's democratic transition towards transparent inclusive and credible elections	10 000 000	9 900 000	6 111 863	3 788 137
	Integrated measures to promote rural-urban value addition and employment (IMPROVE-EU) -East Sudan	8 000 000	8 000 000	4 986 533	3 013 467
	Regional Development and Protection Programme in Sudan: Enhancing alternatives to first and secondary movement from Sudan (RDPP)	15 000 000	14 940 000	12 127 743	2 812 257
	Livestock Epidemio-Surveillance Project to Support Livelihoods of Vulnerable Rural Smallholders and Pastoralists (LESP SLSP)	8 820 000	8 750 000	6 403 812	2 346 188
	PROTECT - Protection of persons of concern and vulnerable migrants	3 820 000	3 800 000	1 664 156	2 135 844
	Technical Cooperation Facility for Sudan 2018-2020	4 800 000	4 719 019	3 348 058	1 370 961
	EU support for a Social Protection System in Sudan	34 870 000	34 700 000	33 648 964	1 051 036
	Greater stability in eastern Sudan through better and more informed decision-making in food security	6 000 000	6 000 000	5 158 889	841 111
	Fostering smallholder capacities and access to markets in food insecure areas in Darfur	8 000 000	8 000 000	7 200 000	800 000
	Mitigate the effect of El Niño for the host and IDP population in Red Sea White Nile and North Darfur Sudan	7 572 549	7 572 549	7 289 549	283 000
	Education Quality Improvement Programme in Sudan (EQUIP-Sudan)	21 063 243	20 888 243	20 790 580	97 663
	Wadi el Ku integrated catchment management project (phase 2)	10 000 000	10 000 000	9 736 920	263 080
	Strengthening resilience for refugees IDPs and host communities in Eastern Sudan	11 960 000	11 900 000	11 845 810	54 190
	Strengthening resilience for IDPs returnees and host communities in West Darfur	6 998 988	6 938 988	6 938 988	0
	Humanitarian Development Nexus: Simple Spatial Survey Method (SSM) for Sudan	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
	Provision of air services to allow access for humanitarian and development actors in Sudan	1 460 000	1 460 000	1 460 000	0
	EU support for the Family Support Programme and for the consolidation of social protection in Sudan	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0
	EU support for the Family Support Programme and for the consolidation of social protection in Sudan	65 000 000	65 000 000	65 000 000	0
TOTAL SOUDAN		449 409 655	447 445 149	293 385 949	154 059 200

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Ouganda	Security Protection and Economic Empowerment in Uganda (SUPREME)	18 000 000	17 800 000	11 790 879	6 009 121
	Response to Increased Environmental Degradation and Promotion of Alternative Energy Sources in Refugee Hosting Districts	9 900 000	9 700 000	4 441 005	5 258 995
	Regional Development and Protection Programme: support programme to the refugees settlements and host communities in northern Uganda (SPRS-NU)	23 000 000	22 300 097	20 145 311	2 154 786
	Response to increased demand on government service and creation of economic opportunities (RISE)	20 000 000	20 000 000	19 035 074	964 926
	Strengthening social cohesion and stability in slum populations	4 300 000	4 128 632	4 128 632	0
TOTAL OUGANDA		75 200 000	73 928 729	59 540 901	14 387 828
Régional	IGAD Promoting peace and stability in the Horn of Africa	33 000 000	32 819 762	26 671 262	6 148 500
	Collaboration in cross-border areas	67 015 000	66 446 686	61 934 858	4 511 827
	CRRF DIRECT - Displacement responses through regional cooperation and technical exchange	13 000 000	12 800 000	9 907 171	2 892 829
	Monitoring and Learning System for the EUTF Horn of Africa	6 900 000	6 796 050	4 090 564	2 705 486
	Towards free movement of persons and transhumance in the IGAD region	14 952 506	14 839 246	12 638 505	2 200 740
	Research and Evidence Facility	6 600 000	6 600 000	4 738 855	1 861 145
	Delivering durable solutions to forced displacement in the IGAD region through the implementation of the global compact on refugees (GCR)	3 000 000	2 800 000	1 521 067	1 278 933
	CRRF: Inclusive Urban Development and Mobility	8 200 000	8 200 000	7 440 000	760 000
	Disrupting criminal trafficking and smuggling networks	5 000 000	4 900 000	4 284 143	615 857
	Facility on sustainable and dignified return and reintegration in support of the Khartoum Process	60 950 000	60 950 000	60 289 741	660 260
	Regional Operational Centre in support of Khartoum Process and AU-Horn of Africa initiative (ROCK)	5 000 000	5 000 000	4 500 000	500 000
	Strengthening IGAD's ability to promote resilience in the Horn of Africa	4 338 288	4 186 527	3 961 421	225 106
	DRC (South Sudanese refugees)	3 000 000	3 000 000	2 700 000	300 000
	Better Migration Management Programme (Khartoum Process)	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0
	Better Migration Management Programme Phase II	30 000 000	30 000 000	30 000 000	0
Enhancing protection lifesaving assistance and sustainable solutions for evacuees from Libya through the Emergency Transit Mechanism in Rwanda	12 500 000	12 500 000	11 784 310	715 690	
TOTAL RÉGIONAL		313 455 793	311 838 270	286 461 896	25 376 374
Multifenêtre	Technical Cooperation Facility (TCF)	5 475 656	4 189 686	1 813 066	2 376 620
	Erasmus+ in West Africa and the Horn of Africa	3 900 100	3 900 100	3 900 100	0
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route	25 000 000	25 000 000	25 000 000	0
TOTAL MULTIFENÊTRE		34 375 756	33 089 786	30 713 166	2 376 620
TOTAL CORNE DE L'AFRIQUE		1 822 771 645	1 809 980 941	1 448 030 821	3 619 501.20

Ces chiffres comprennent les fonds recouverts qui ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant, et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne. Ces montants ne sont pas soustraits au niveau des engagements, ni du montant payé. Le total général des engagements peut donc sembler dépasser le montant allouable des contributions en raison de cette double comptabilisation.

AFRIQUE DU NORD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Libye	Strengthening protection and resilience of displaced populations in Libya	6 900 000.00	6 814 794.31	6 814 794.31	0.00
	Managing mixed migration flows in Libya through expanding protection space and supporting local socio-economic development	90 000 000.00	90 000 000.00	88 887 074.67	1 112 925.33
	Supporting protection and humanitarian repatriation and reintegration of vulnerable migrants in Libya	19 800 000.00	19 792 992.79	19 792 992.79	0.00
	Support to integrated border and migration management in Libya - Phase 1	42 223 927.28	42 223 927.28	27 279 629.42	14 944 297.86
	Recovery, Stability and socio-economic development in Libya	50 000 000.00	50 000 000.00	50 000 000.00	0.00
	TOP UP: Integrated approach to protection and emergency assistance to vulnerable and stranded migrants in Libya	29 000 000.00	29 000 000.00	29 000 000.00	0.00
	Support to integrated border and migration management in Libya - Phase 2	16 800 000.00	16 800 000.00	9 783 333.33	7 016 666.67
	TOP UP: Managing mixed migration flows: Enhancing protection and assistance for those in need in Libya	23 000 000.00	23 000 000.00	22 991 482.80	8 517.20
	TOP UP: Strengthening Local Capacities for Resilience and Recovery	18 000 000.00	18 000 000.00	16 663 945.02	1 336 054.98
	Managing mixed migration flows in Libya: Local governance and socio-economic development pillar	17 000 000.00	17 000 000.00	13 938 399.51	3 061 600.49
	Managing mixed migration flows in Libya: Protection, health assistance, resilience and community engagement	30 200 000.00	30 200 000.00	30 200 000.00	0.00
	Protecting most vulnerable populations from the COVID 19 pandemic in Libya	23 100 000.00	23 100 000.00	22 871 484.63	228 515.37
	Recovery, Stability and Socio-Economic Development in Libya – Phase 2 (RSSD 2)	26 120 000.00	26 120 000.00	17 386 860.42	8 733 139.58
Total LIBYE		392 143 927.28	392 051 714.38	355 609 996.90	36 441 717.48
Maroc	Vivre ensemble sans discrimination: une approche basée sur les Droits de l'Homme et la dimension de genre	5 500 000.00	5 500 000.00	4 823 162.26	676 837.74
	Empowerment juridique des personnes migrantes	4 580 000.00	4 580 000.00	4 580 000.00	0.00
	Assistance aux personnes migrantes en situation de vulnérabilité	6 459 771.32	6 459 771.32	4 077 861.04	2 381 910.28
	Déploiement des Politiques Migratoires au Niveau Régional	8 000 000.00	8 000 000.00	3 392 275.00	4 607 725.00
	Soutien à la gestion intégrée des frontières et de la migration au Maroc	44 000 000.00	44 000 000.00	43 599 933.00	400 067.00
	Coopération Sud-Sud en matière de migration	8 613 500.00	8 613 500.00	8 008 293.84	605 206.16
	Appui aux actions des autorités marocaines sur la gestion des flux migratoires, y inclus le renforcement de la gestion intégrée des frontières, la lutte contre les réseaux facilitant les flux migratoires irréguliers pour améliorer la protection des migrants et la sensibilisation des jeunes aux risques de la migration irrégulière	101 636 421.00	99 393 563.80	98 436 823.80	956 740.00
Total MAROC		178 789 692.32	176 546 835.12	166 918 348.94	9 628 486.18

AFRIQUE DU NORD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Tunisie	Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie	12 800 000.00	12 800 000.00	12 370 508.69	429 491.31
	Programme Gouvernance Stratégie Migration Tunisien (ProGreS Migration)	5 700 000.00	5 700 000.00	2 180 562.00	3 519 438.00
	Action pour la protection des personnes migrantes en situation de vulnérabilité	4 320 000.00	4 320 000.00	1 288 141.00	3 031 859.00
Total TUNISIE		22 820 000.00	22 820 000.00	15 839 211.69	6 980 788.31
Egypte	Enhancing the response to migration challenges in Egypt (ERMCE)	60 000 000.00	60 000 000.00	36 131 585.94	23 868 414.06
Total EGYPTTE		60 000 000.00	60 000 000.00	36 131 585.94	23 868 414.06
Régional	Regional Development and Protection Programme in the North of Africa - Development Pillar - Phase 2	9 724 665.64	9 724 665.64	9 724 665.64	0.00
	Mediterranean CITY-TO-CITY Migration (MC2CM) - Phase II	6 660 000.00	6 660 000.00	6 105 000.00	555 000.00
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework, and Communication activities	4 429 142.04	4 259 349.33	4 259 237.98	1 113.5
	Dismantling the criminal networks operating in North Africa and involved in migrant smuggling and human trafficking	15 000 000.00	15 000 000.00	9 863 720.00	5 136 280.00
	Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa	20 000 000.00	20 000 000.00	16 446 696.33	3 553 303.67
	Border Management Programme for the Maghreb region (BMP-Maghreb)	65 000 000.00	65 000 000.00	54 024 217.00	10 975 783.00
	Regional Development and Protection Programme in the North of Africa - Development Pillar - Phase 3	12 000 000.00	11 999 985.89	8 711 641.47	3 288 344.42
	Enhancing self-reliance and access to rights for refugees and asylum-seekers in North Africa	11 500 000.00	11 500 000.00	11 500 000.00	0.00
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework, Communication and Research activities	4 200 000.00	4 068 606.00	2 635 113.00	1 433 493.00
	MEETAfrica Mobilisation européenne pour l'entrepreneuriat en Afrique - Phase 2	5 000 000.00	5 000 000.00	1 655 687.00	3 344 313.00
	EU-IOM Joint Initiative in North Africa - Top up to Voluntary Humanitarian Return and Reintegration Assistance	24 000 000.00	24 000 000.00	24 000 000.00	0.00
	Durable solutions for Refugee Unaccompanied and Separated Children (Libya and Egypt) and Family Reunification	3 700 000.00	3 700 000.00	3 700 000.00	0.00
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework and Research activities	7 800 000.00	7 563 041.85	2 907 970.00	4 655 071.85
Fast track emergency response to COVID-19 in NoA countries for the most vulnerable populations	10 000 000.00	10 000 000.00	10 000 000.00	0.00	

AFRIQUE DU NORD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Régional	Pour une approche holistique de la gouvernance de la migration de main d'œuvre et la mobilité en Afrique du Nord – THAMM Phase II	6 000 000.00	6 000 000.00	1 169 080.00	4 830 920.00
	Facility for Migrant Protection and Reintegration in North Africa	10 000 000.00	10 000 000.00	10 000 000.00	0.00
Total RÉGIONAL		215 013 807.68	214 475 648.71	176 703 028.42	37 772 620.29
Multifenêtre	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route	32 000 000.00	32 000 000.00	32 000 000.00	0.00
	Research and Evidence Facility for the Sahel and Lake Chad Region and the North of Africa	5 500 000.00	5 298 222.00	4 799 990.44	498 231.56
	TECHNICAL COOPERATION FACILITY plus REG re-allocation	1 000 000.00	698 694.00	484 401.60	214 292.40
TOTAL MULTIFENÊTRE		38 500 000.00	37 996 916.00	37 284 392.04	712 523.96
TOTAL AFRIQUE DU NORD		907 267 427.28	903 891 114.21	788 486 563.93	115 404 550.28

Ces chiffres comprennent les fonds recouverts qui ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant, et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne. Ces montants ne sont pas soustraits au niveau des engagements, ni du montant payé. Le total général des engagements peut donc sembler dépasser le montant allouable des contributions en raison de cette double comptabilisation.

Annexe II : Montants totaux des contrats signés avec des agences des Etats membres et d'autres donateurs

Pays	Montant (EUR)
Autriche	48 020 000.00 €
Belgique	134 361 000.00 €
Croatie	50 000.00 €
République Tchèque	210 000.00 €
Danemark	10 681 140.00 €
France	397 016 770.82 €
Allemagne	379 855 500.00 €
Grèce	298 000.00 €
Hongrie	245 000.00 €
Irlande	110 000.00 €
Italie	203 514 652.36 €
Luxembourg	57 009 406.00 €
Norvège	210 000.00 €
Portugal	5 810 000.00 €
Roumanie	660 000.00 €
Slovaquie	1 900 000.00 €
Espagne	206 155 338.00 €
Suède	418 110.00 €
Pays-Bas	49 335 000.00 €
Royaume-Uni	68 396 300.00 €
Total	1 564 256 217.18 €

Annexe III : Montants totaux des contrats signés avec des organismes des Nations unies

Organization	Montant (EUR)
FIDA	9 750 000.00 €
OIT	33 850 551.10 €
OIM	541 823 394.11 €
CCI	44 325 000.00 €
FAO	72 513 272.83 €
UNCDF	9 940 000.00 €
UNICEF	114 590 990.84 €
PNUD	159 952 508.16 €
PNUE	10 000 000.00 €
HCDH	9 630 000.00 €
HCR	235 701 359.95 €
UN-HABITAT	9 453 391.54 €
ONUDI	11 193 200.00 €
NU Genève	4 950 000.00 €
UNOPS	77 760 000.00 €
ONU DC	15 105 930.00 €
Autres organismes des NU	29 500 000.00 €
FNUAP	11 000 000.00 €
PAM	118 802 016.63 €
OMS	37 450 000.00 €
TOTAL	1 557 291 615.16 €



Numéro de catalogue: MN-BE-23-001-FR-N

ISBN: 978-92-76-99607-1

doi: 10.2841/13723

ISSN: 2599-6193